

**BM&A**

11, rue de Laborde  
75008 Paris

Société par actions simplifiée au capital  
de 1 200 000 € Inscrite sur la liste  
nationale des commissaires aux comptes  
attachée à la Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes de Paris

**Grant Thornton**

29, rue du Pont  
92200 Neuilly-sur-Seine

Société par actions simplifiée au capital de  
2 297 184 € Inscrite au tableau de l'Ordre de  
la région Paris Ile-de-France et membre de la  
Compagnie régionale de Versailles et du  
Centre

## **PARROT**

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**PARROT**

Société anonyme  
174 quai De Jemmapes  
75010 PARIS

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

## **Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de la société PARROT,

### **1. OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société PARROT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **2. FONDEMENT DE L'OPINION**

---

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### **3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINT CLE DE L'AUDIT**

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance le point clé de l'audit relatif aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, a été le plus important pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

DEPRECIATION DES STOCKS	
Point clé de l'audit	Réponses apportées
<p>Les stocks de produits finis figurent au bilan consolidé au 31 décembre 2024 pour un montant brut de 17,6 M€ et un montant net de 10,5 M€.</p> <p>Comme indiqué dans la note 3 des « Règles et Méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés, les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente net estimé pour la période subséquente diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le groupe Parrot détient des stocks de produits finis et des stocks de composants.</p> <p>Les produits en fin de vie sont intégralement dépréciés. Les produits en état de vente font quant à eux l'objet d'une dépréciation basée sur l'écoulement des ventes futures.</p> <p>Les anciens composants en <i>legacy</i>, associés à des produits qui ne sont plus fabriqués sont entièrement dépréciés. Les composants utilisés pour la production des produits en état de vente font quant à eux l'objet d'une dépréciation basée sur les prévisions de production future.</p> <p>Le succès des produits du groupe dépend de sa capacité à proposer des produits innovants en adéquation avec les attentes des clients. En cas d'inadéquation de l'offre à la demande du marché, il existe un risque que les produits ne soient pas en adéquation avec ledit marché. Une erreur dans l'appréciation de la capacité à écouler les produits fabriqués par Parrot conduirait à une erreur dans l'évaluation des provisions pour dépréciation des stocks.</p> <p>Nous avons donc considéré ce sujet comme un point clé de l'audit car l'appréciation par l'entreprise de la réussite commerciale de ses produits pour la période subséquente évoqués ci-dessus et les éventuelles provisions pour dépréciation qui en découlent sont par nature dépendants d'hypothèses, estimations ou appréciations du groupe concernant la capacité d'écouler son stock.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la provision ramenant le stock à la valeur nette de réalisation.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pris connaissance des procédures mises en place au sein de votre groupe pour identifier les articles dont la valeur de réalisation serait inférieure à leur coût unitaire moyen pondéré ;</li> <li>• pris connaissance des procédures et des contrôles mis en place pour identifier les articles détériorés ou présentant des dysfonctionnements, les produits en fin de vie et les composants <i>legacy</i> associés à ces produits ;</li> <li>• analysé les perspectives d'écoulement estimées par la Direction au regard des réalisations historiques et du budget afin d'apprécier la cohérence des montants de dépréciation qui en découlent ;</li> <li>• apprécié le caractère approprié des informations présentées dans l'annexe aux comptes consolidés.</li> </ul>

#### 4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## 5. AUTRES VERIFICATIONS OU INFORMATIONS PREVUES PAR LES TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES

---

- **Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

- **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Parrot par votre assemblée générale du 13 juin 2019 pour le cabinet BM&A et du 5 juin 2024 pour le cabinet Grant Thornton.

Au 31 décembre 2024, le cabinet BM&A était dans la sixième année de sa mission sans interruption et le cabinet Grant Thornton dans la première année.

## 6. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## 7. RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

---

### • Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

- **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Neuilly-sur-Seine, 15 avril 2025

Les commissaires aux comptes

**BM&A**



Marie-Cécile Moinier  
Associée

**Grant Thornton**

Membre français de  
Grant Thornton International



Solange Aiache  
Associée

## 1.1. Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros	Note n°	31/12/2024	31/12/2023
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6</b>	<b>78 054</b>	<b>64 981</b>
Coût des ventes		(20 184)	(18 003)
Marge Brute		57 869	46 977
<i>Marge brute en % du chiffre d'affaires</i>		74,1%	72,3%
Frais de recherche et de développement		(39 674)	(45 494)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>		-50,8%	-70,0%
Frais commerciaux & marketing		(10 390)	(12 273)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>		-13,3%	-18,9%
Frais généraux		(10 820)	(11 753)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>		-13,9%	-18,1%
Frais de production et de qualité		(4 968)	(4 725)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>		-6,4%	-7,3%
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>(7 982)</b>	<b>(27 267)</b>
<i>Résultat opérationnel courant en % du chiffre d'affaires</i>		-10,2%	-42,0%
Autres produits et charges opérationnels	8	689	(2 765)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(7 294)</b>	<b>(30 033)</b>
<i>Résultat opérationnel en % du chiffre d'affaires</i>		-9,3%	-46,2%
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>11</b>
Coût de l'endettement financier brut	9	(935)	(341)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>9</b>	<b>(923)</b>	<b>(330)</b>
Autres produits et charges financiers	9	400	(2 006)
<b>Résultat financier</b>		<b>(523)</b>	<b>(2 336)</b>
Quote-part du résultat dans les entreprises MEE	17	(668)	(485)
Impôt	10	(912)	(126)
<b>Résultat Net</b>		<b>(9 397)</b>	<b>(32 980)</b>
Part du Groupe		(9 235)	(32 483)
<i>Résultat Net - part du groupe en % du chiffre d'affaires</i>		-11,8%	-50,0%
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>(163)</b>	<b>(497)</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires</b>		<b>30 703 409</b>	<b>30 588 159</b>
Résultat net de base par actions (en euros)	27	-0,30	-1,06
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)		30 703 409	30 588 159
Résultat net dilué par actions (en euros)	27	-0,30	-1,06

## 1.2. État du résultat global

en milliers d'euros	Note n°	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat net de la période</b>		<b>(9 397)</b>	<b>(32 980)</b>
Réévaluation à la juste valeur des titres non consolidés		-	3 548
Écarts de conversion		536	328
Variation des écarts actuariels concernant les engagements envers le personnel		(344)	(800)
Impact de la fiscalité différée		-	105
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>192</b>	<b>3 181</b>
- non recyclables ultérieurement en Résultat Net		(344)	2 854
- recyclables ultérieurement en Résultat Net		536	328
<b>Résultat global de la période</b>		<b>(9 205)</b>	<b>(29 799)</b>
<b>Part du Groupe</b>		<b>(9 013)</b>	<b>(29 308)</b>
Intérêts ne conférant pas le contrôle		(192)	(491)

## 2. État de la situation financière

Actif (en milliers d'euros)	Note n°	31/12/2024	31/12/2023
<b>Actifs non courants</b>		<b>22 248</b>	<b>20 628</b>
Écarts d'acquisition	11	4 577	(0)
Autres immobilisations incorporelles	12	369	78
Immobilisations corporelles	14	2 568	1 730
Droit d'utilisation	15	8 006	8 161
Participations dans les entreprises mises en équivalence	17	64	3 526
Actifs financiers	16	6 664	6 643
Créances de loyers non courantes	15	-	(0)
Impôts différés actifs	19	1	483
Autres actifs non courants	18	1	7
<b>Actifs courants</b>		<b>63 162</b>	<b>66 613</b>
Stocks	20	10 501	19 403
Créances clients	21	4 906	5 727
Créances d'impôts	23	4 074	7 361
Créances diverses	22	10 077	6 058
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	33 604	28 063
<b>Total Actif</b>		<b>85 410</b>	<b>87 241</b>



Capitaux propres et passif (en milliers d'euros)	Note n°	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres		49 745	55 168
Capital social	25	4 680	4 662
Primes d'émission et d'apport		331 614	331 632
Réserves hors résultat de la période		(289 974)	(258 395)
<b>Résultat de la période - part du groupe</b>		<b>(9 234)</b>	<b>(32 483)</b>
Écarts de conversion		9 861	9 278
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Parrot S.A.</b>		<b>46 946</b>	<b>54 694</b>
Intérêts ne conférant pas le contrôle	28	2 798	474
<b>Passifs non courants</b>		<b>13 609</b>	<b>11 550</b>
Dettes financières non courantes	27	505	0
Dettes de loyers non courantes	15	5 909	6 442
Provisions pour retraites et engagements assimilés	29	2 401	2 339
Impôts différés passifs	19	0	0
Autres provisions non courantes	30	120	126
Autres dettes non courantes	32	4 673	2 643
<b>Passifs courants</b>		<b>22 056</b>	<b>20 523</b>
Dettes financières courantes	27	-	(0)
Dettes de loyers courantes	15	2 319	1 901
Provisions courantes	31	1 170	3 013
Dettes fournisseurs	32	7 523	5 276
Dettes d'impôt courant	32	171	146
Autres dettes courantes	32	10 873	10 187
<b>Total Capitaux Propres et Passif</b>		<b>85 410</b>	<b>87 241</b>

### 3. Tableau des flux de trésorerie consolidés

en milliers d'euros	Note n°	31/12/2024	31/12/2023
<b>Flux opérationnel</b>			
Résultat de la période		(9 397)	(32 980)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	17	668	485
Amortissements et dépréciations		1 877	4 379
Plus et moins-values de cessions		856	(3 316)
Plus value liée à la réévaluation d'Outflir	36	(1 028)	-
Charges d'impôts	10	912	126
Coût des paiements fondés sur des actions		71	1 320
Coût de l'endettement financier net	9	923	330
<b>Capacité d'autofinancement opérationnelle avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(5 118)</b>	<b>(29 656)</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	36	12 107	(11 045)
Impôt payé		(260)	(43)
<b>Trésorerie provenant des activités opérationnelles (A)</b>		<b>6 729</b>	<b>(40 744)</b>
<b>Flux d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12&14	(2 249)	(774)
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	36	1 367	-
Acquisitions d'actifs financiers		(147)	(215)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		18	2
Cessions d'actifs financiers		609	5 523
<b>Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement (B)</b>		<b>(402)</b>	<b>4 535</b>
<b>Flux de financement</b>			
Apports en fonds propres		0	(1 555)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		2 500	-
Intérêts financiers nets versés		(918)	(325)
Remboursement de dettes financières à court terme (nets)		(2 666)	(2 519)
<b>Trésorerie utilisée par les opérations de financement (C)</b>		<b>(1 084)</b>	<b>(4 399)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (D = A+B+C)</b>		<b>5 244</b>	<b>(40 608)</b>
Incidence de la variation des cours des devises		298	206
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE</b>		<b>28 063</b>	<b>68 465</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>		<b>33 604</b>	<b>28 063</b>

La trésorerie générée par les activités opérationnelles s'élève à 6,7 M€ et est à mettre en lien avec l'activité de la période et la variation positive du besoin en fonds de roulement, qui provient des éléments suivants :

- une incidence positive de 9,1 M€ de la variation des stocks et encours ;
- une incidence favorable de 3,3 M€ de la variation des créances fiscales.

La trésorerie utilisée pour les opérations d'investissements s'élève à (0,4) M€, dont (1,9) M€ d'acquisitions d'outillages de production compensés par 1,4 M€ de trésorerie complémentaire Outflir en date de prise de contrôle de la filiale (hors trésorerie liée à l'augmentation de capital).

La trésorerie utilisée par les opérations de financement s'élève à (1,1) M€, constitué pour (2,7) M€ de remboursements de la dette liée aux contrats de location dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16, (0,9) M€ d'intérêts financiers et de 2,5 M€ de financement.

Les cessions (i) de filiales, (ii) de participations dans les entreprises mises en équivalences et (iii) d'actifs financiers ainsi que les plus ou moins-values associées à ces opérations sont détaillées en Note 2 - Événements significatifs de la période.

La variation du BFR est décomposée et détaillée en Note 36 - Informations complémentaires au tableau des flux de trésorerie.

#### 4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission et d'apport	Écarts de conv.	Réserves consolidées Groupe	Total des capitaux propres	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
<b>Situation à fin décembre 2022</b>	<b>4 641</b>	<b>331 653</b>	<b>8 868</b>	<b>(262 110)</b>	<b>83 053</b>	<b>964</b>	<b>84 017</b>
Résultat net de la période	-	-	-	(32 483)	(32 483)	(497)	(32 980)
Autres éléments du résultat global	-	-	410	2 765	3 175	6	3 181
Résultat global	-	-	410	(29 718)	(29 308)	(491)	(29 799)
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	554	554	-	554
Désactualisation dette financière Pix4D	-	-	-	488	488	-	488
Augmentation de capital de l'entité consolidante	21	(21)	-	-	-	-	-
Reclassement écart de conversion	-	-	-	(79)	(79)	-	(79)
Autres	-	-	-	(14)	(14)	1	(13)
<b>Situation à fin décembre 2023</b>	<b>4 662</b>	<b>331 632</b>	<b>9 278</b>	<b>(290 878)</b>	<b>54 695</b>	<b>474</b>	<b>55 168</b>
Résultat net de la période	-	-	-	(9 235)	(9 235)	(163)	(9 397)
Autres éléments du résultat global	-	-	542	(321)	221	(29)	192
Résultat global	-	-	542	(9 555)	(9 013)	(192)	(9 205)
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	852	852	-	852
Désactualisation dette financière Pix4d	-	-	-	418	418	-	418
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	2 516	2 516
Reclassement écart de conversion	18	(18)	41	(41)	-	-	-
Autres	-	-	-	(5)	(5)	-	(5)
<b>Situation à fin décembre 2024</b>	<b>4 680</b>	<b>331 614</b>	<b>9 861</b>	<b>(299 208)</b>	<b>46 946</b>	<b>2 798</b>	<b>49 745</b>

#### 5. Notes annexes

##### 5.1. Note 1 – La Société

Parrot S.A. est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration dont les titres sont admis aux négociations sur le compartiment C du marché réglementé d'Euronext Paris. Son siège social est situé au 174 quai de Jemmapes 75010 Paris, France.

La Société, constituée en France a été immatriculée le 28 février 1994 pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf années expirant le 28 février 2093.

Aucun changement de nom ou d'élément d'identification de l'entité déclarante n'est intervenu par rapport à la période précédente.

Parrot conçoit, développe et commercialise une offre complémentaire d'équipements microdrones et de logiciels d'analyses d'images (photogrammétrie) dédiés aux entreprises, grands groupes et organisations gouvernementales.

Les états financiers consolidés ci-joints présentent les opérations de la société Parrot S.A. et de ses filiales (l'ensemble désigné comme "le Groupe").

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (k€). Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 20 mars 2025. Ils seront soumis pour approbation à l'Assemblée générale du 5 juin 2025.

## 5.2. Note 2 – Évènements significatifs de la période

### Cession de la participation dans Fluktor

Parrot détenait 39,28% du capital de la société Fluktor, basée en Allemagne (société mise en équivalence au cours de l'exercice 2023). Cette société développe, produit et commercialise des drones d'épandage pour l'agriculture. Les actionnaires ont décidé de mettre fin à leur soutien financier de cette activité en amorçage. Les titres ont été cédés fin avril 2024 au fondateur à leur valeur nominale (9 k€). Le Groupe avait investi 567 k€.

### Augmentation de la participation dans Outlier

L'investissement initial du Groupe dans la société Outlier était assorti d'un droit, pour Parrot, de souscrire prioritairement à une levée de fonds complémentaire, d'un montant de 4 M€. Le Groupe disposait de ce droit de souscription prioritaire jusqu'au 31 octobre 2024. C'est dans ce contexte qu'il a souscrit à la totalité de la levée de fonds de 4 M€ d'Outlier fin octobre, portant son pourcentage de détention du capital de 35% à 50.1%, sur une base diluée. La société Outlier est consolidée à partir du 1er novembre 2024, via la méthode d'intégration globale.

## 5.3. Note 3 – Règles et Méthodes comptables

Conformément au règlement européen CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe ont été établis selon les principes définis par l'IASB (International Accounting Standards Board), tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Le référentiel international comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standard Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

À la clôture de l'exercice, il n'existe pas de différence impactant le Groupe entre le référentiel utilisé et les normes adoptées par l'IASB dont l'application est obligatoire à l'exercice présenté.

Les principes comptables appliqués restent inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent, à l'exception des textes suivants, appliqués par le Groupe depuis le 1er janvier 2024 :

### **Nouvelles normes, amendements de normes, interprétations de normes d'application obligatoire et amendements à des références au cadre conceptuel des normes IFRS au sein de l'Union européenne applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024**

Modifications d'IAS 7 et d'IFRS 7 : « Accords de financement de fournisseurs »

Modifications d'IAS 1 :

« Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants »

« Passifs non courants assortis de clauses restrictives »

Modifications d'IFRS 16 : « Obligation locative découlant d'une cession-bail »

Ces normes, amendements ou interprétations n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés clos au 31 décembre 2024.

Pour l'exercice 2024, le Groupe n'a décidé l'application anticipée d'aucune autre norme, interprétation ou amendement.

Les nouvelles normes, modifications et interprétations publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore appliquées par le Groupe sont les suivantes :

Texte	Date d'entrée en vigueur obligatoire prévue par l'IASB	Texte adopté par l'Union européenne à date
Modifications d'IAS 21 « Absence de convertibilité »	01/01/2025	Oui
Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 : « Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers »	01/01/2026	Non
Modifications d'IFRS 1, d'IFRS 7, d'IFRS 9, d'IFRS 10 et d'IAS 7 découlant des « Améliorations annuelles des Normes IFRS de comptabilité – Volume 11 »	01/01/2026	Non
Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 : « Contrats référençant de l'électricité dépendant de facteurs naturels »	01/01/2026	Non
Norme IFRS 18 : « États financiers : Présentation et informations à fournir »	01/01/2027	Non

### 5.3.1. Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Parrot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle existe lorsque Parrot S.A. détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de la Société de manière à obtenir des avantages de ses activités.

Le contrôle est présumé exister si Parrot S.A. détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des sociétés contrôlées sont inclus dans les états financiers consolidés du Groupe à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes aux 31 décembre 2023 et 2024, selon les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe. Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes, sont éliminés.

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles la Société a une influence notable sur les politiques financière et opérationnelle sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée quand le Groupe détient entre 20 et 50% des droits de vote d'une entité. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et sont comptabilisées initialement au coût. Le Groupe ne contrôle pas d'entités ad hoc.

Conformément à la norme IAS 28 R, les entités sur lesquelles Parrot exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

### 5.3.2. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction, l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actifs et de passifs à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables à la date de clôture. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Elles concernent principalement la reconnaissance d'impôts différés actifs résultant notamment de pertes fiscales reportables (Note 19 - Impôts différés), l'évaluation des paiements fondés sur des actions (5.3.19 - Paiements fondés sur des actions et 5.26.2 - Plan d'attribution d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites), les dettes sur acquisitions d'intérêts minoritaires (Note 32 - Dettes fournisseurs, dette d'impôt courant, autres dettes courantes et non courantes), les provisions pour retours commerciaux et garantie (Note 32 - Dettes fournisseurs, dette d'impôt courant, autres dettes courantes et non courantes), les dépréciations de stocks (Note 20 - Stocks) et les provisions courantes et non courantes (5.3.21 - Provisions), les provisions pour indemnités de départ à la retraite (5.3.20 - Avantages du personnel et Note 29 - Provisions pour retraites et engagements assimilés), ainsi que les durées de contrat de location et les taux d'actualisation qui déterminent la valeur de la dette de loyer (5.3.7 Locations).

### 5.3.3. Méthodes de conversion

#### Transactions libellées en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges à moins qu'elles ne proviennent d'opérations de financement intragroupe à long terme pouvant être considérées comme des opérations en capital : elles sont dans ce cas inscrites en capitaux propres dans les écarts de conversion.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés et conservés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

#### États financiers libellés en devises

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euro qui est la monnaie de présentation du Groupe.

Les actifs et les passifs des sociétés intégrées au périmètre et exprimés en devises étrangères, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture, à l'exception de la situation nette qui est conservée à sa valeur historique. Les produits et les charges de ces sociétés, sont convertis en euros en utilisant un cours moyen de la période. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global en "réserves de conversion".

Les taux de conversion des principales devises utilisées dans le Groupe sur les exercices 2024 et 2023 sont les suivants :

Taux de clôture	31/12/2024	31/12/2023	Taux moyen	31/12/2024	31/12/2023
Dollar australien	0,596	0,615	Dollar australien	0,610	0,614
Franc suisse	1,062	1,080	Franc suisse	1,050	1,029
Yuan	0,132	0,127	Yuan	0,128	0,131
Euro	1,000	1,000	Euro	1,000	1,000
Livre Sterling	1,206	1,151	Livre Sterling	1,181	1,150
Dollar de Hong Kong	0,124	0,116	Dollar de Hong Kong	0,118	0,118
Yen	0,006	0,006	Yen	0,006	0,007
Won	0,001	0,001	Won	0,001	0,001
Leu Roumain	0,201	0,201	Leu Roumain	0,201	0,202
Dollar US	0,963	0,905	Dollar US	0,924	0,925

### 5.3.4. Compte de résultat

Afin de mieux appréhender les particularités de son activité, le Groupe présente un compte de résultat par fonction, faisant ressortir les éléments suivants : le coût des ventes (charges directement rattachées aux produits vendus), les frais de recherche et développement (l'entreprise n'immobilise pas les frais de recherche et développement), les frais commerciaux, les frais généraux et les frais de production et qualité (coûts de fonctionnement des départements dédiés à la gestion des approvisionnements et de la qualité qui incluent essentiellement les salaires des effectifs concernés). Les frais de fonctionnement des locaux (loyers, électricité...) sont quant à eux répartis au prorata des effectifs aux principaux départements (R&D, frais de production & qualité...).

L'ensemble de ces quatre postes représente avec le coût des ventes, les charges opérationnelles qui, déduites du chiffre d'affaires, permettent d'obtenir le résultat opérationnel courant, principal indicateur de performance de l'activité du Groupe.

Afin de fournir une information plus complète, ces charges opérationnelles sont analysées par nature dans la Note 7 "Charges opérationnelles par nature" de la présente annexe.

Les autres produits et charges opérationnels non courants sont inclus dans le résultat opérationnel. Ils comprennent les produits et charges significatifs considérés comme non récurrents comme les plus ou moins-values sur cession de sociétés consolidées ou d'activités, les charges de restructuration approuvées par la direction et ayant fait l'objet d'une communication externe, les charges concernant des litiges de nature exceptionnelle, les frais relatifs aux regroupements d'entreprises, les dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition, et la réévaluation à la juste valeur de la participation précédemment détenue par le Groupe dans l'entreprise acquise lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, considéré comme non récurrent.

Le résultat net est alors obtenu en prenant en compte les éléments suivants :

- Le coût de l'endettement financier net, qui comprend les intérêts sur dettes financières calculées sur la base du taux d'intérêt effectif, la charge d'intérêt liée à la dette de loyer constatée par l'application de la norme IFRS 16, diminués des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie,
- Les autres produits et charges financiers, qui comprennent les gains et les pertes de change,
- La charge d'impôt courant et différé.

### 5.3.5. Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, l'information présentée est calculée selon les principes suivants :

- Résultat de base par action : le résultat de la période (part du Groupe) est rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période après déduction des actions propres détenues au cours de la période. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est une moyenne annuelle pondérée ajustée du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période et calculée en fonction de la date d'émission des actions au cours de l'exercice ;
- Résultat dilué par action : le résultat de la période (part du Groupe) ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, pris en compte pour le calcul du résultat de base par action, sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives : options de souscription d'actions et actions gratuites (cf. Note 25.2 – "Plans d'attribution d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites").

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action sont identiques lorsque le résultat net du Groupe est négatif.

### 5.3.6. Chiffre d'affaires

#### Activité Microdrones

Pour son activité d'équipements microdrones, l'entreprise s'appuie principalement sur un réseau de distributeurs pour déployer la commercialisation des produits dans de nombreux pays, et dans une proportion plus faible, commercialise les produits ou logiciels à l'utilisateur final via des plateformes en ligne détenues en propre.

Les produits provenant de la vente de biens ou de services sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque le contrôle du bien a été transféré à l'acheteur.

Le chiffre d'affaires est reconnu lors de la vente des produits aux distributeurs qui sont considérés des clients finaux au sens de la norme IFRS 15. Le transfert de contrôle est caractérisé par le fait que les distributeurs obtiennent le droit de diriger l'utilisation des biens et d'en obtenir les avantages économiques essentiels. Lors du transfert des biens aux distributeurs, Parrot ne peut plus rediriger les biens vendus vers un autre distributeur pour une vente à un autre client (distributeur ou clients finaux) ou d'autres transactions (opérations marketing, dons, tests, etc.).

Plus spécifiquement :

- Les distributeurs sont responsables de la relation commerciale et de la qualité des produits vendus vis-à-vis du client final. Il convient de noter que Parrot a des obligations vis-à-vis des distributeurs. Parrot garantit ainsi ses produits contre tous vices cachés et défaut de conformité. Ces obligations font l'objet, le cas échéant de provisions conformément à IAS 37,
- Les distributeurs sont responsables de l'écoulement des produits auprès des utilisateurs finaux par la définition, la mise en place et le financement d'actions marketing et la détermination d'une offre, dont le prix est une composante,
- Les distributeurs supportent les risques liés à la possession des stocks, comme les dommages matériels ou l'obsolescence,
- Les distributeurs gèrent le risque de non-paiement.

Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due, aux coûts encourus ou à encourir associés à la vente ou au retour possible des marchandises en cas de droit d'annulation de l'achat.

Pour homogénéiser les stratégies commerciales parmi les distributeurs, et au sein des différents pays, Parrot recommande des niveaux de prix. Les distributeurs peuvent cependant déterminer des offres commerciales qui leur sont propres, ce qui inclut la composante prix.

#### Activité Photogrammétrie

Pour son activité de logiciels de photogrammétrie, Pix4D s'appuie à la fois sur un réseau de distributeurs pour déployer la commercialisation des produits dans de nombreux pays, et sur des plateformes en ligne détenues en propre.

Pour la plupart de ses produits logiciels, Pix4D comptabilise le chiffre d'affaires lorsque la licence est délivrée au client, qu'elle soit vendue pour une période définie ou indéfinie. Pour les services cloud et les abonnements SUP (Service & Upgrades), l'obligation de performance est délivrée sur une certaine période. Par conséquent, dans ces deux cas, le chiffre d'affaires est différé et reconnu au fil du temps, même si le client paie le service à l'avance. Lorsque la vente d'une licence inclut une assistance et des mises à jour pour une durée inférieure ou égale à un an, les coûts estimés pour fournir cette assistance et ces mises à jour futures sont provisionnés.

Les ventes de matériel (boîtier doté d'une antenne RTK qui se connecte aux appareils mobiles, notamment) sont comptabilisées lorsque les équipements sont livrés, conformément aux conditions contractuelles.

### 5.3.7. Locations

L'application de la norme IFRS 16 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 implique de constater des droits d'utilisation des contrats de location, principalement des baux immobiliers, à l'actif du bilan. Ces droits sont réévalués une fois par an afin d'actualiser l'actif intangible qui en découle.

Le Groupe Parrot applique la norme IFRS 16 "Contrats de location" depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les contrats de location, tels que définis par la norme IFRS 16 "Contrats de location", sont comptabilisés au bilan, ce qui se traduit par la constatation :

- D'une dette au titre de l'obligation de paiement ;
- D'un actif qui correspond au droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat.

Le Groupe a choisi d'utiliser les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme sur les contrats suivants :

- Contrats ayant une durée inférieure à douze mois ;
- Contrats de location de biens ayant une valeur à neuf individuelle inférieure à 5 000 euros.

### Évaluation de la dette de loyer

À la prise d'effet du contrat, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat.

Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de la dette sont :

- Les loyers fixes (y compris les loyers fixes en substance, c'est-à-dire que même s'ils contiennent une variabilité dans la forme, ils sont en substance inévitable) ;
- Les loyers variables basés sur un taux ou un index en utilisant le taux ou l'index à la date de prise d'effet du contrat ;
- Les paiements à effectuer par le preneur en vertu d'une garantie de valeur résiduelle ;
- Les pénalités à verser en cas d'exercice d'une option de résiliation ou de non renouvellement du contrat, si la durée du contrat a été déterminée en faisant l'hypothèse que le preneur l'exercerait.

La durée de location correspond à la période non résiliable de chaque contrat sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer les options de renouvellement prévues contractuellement ou de résiliation.

En l'absence de taux implicite facilement déterminable, le taux d'actualisation à retenir s'assimile au taux d'intérêt que le preneur aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaire, les fonds nécessaires à l'acquisition de l'actif sous-jacent au contrat de location, et ce, dans un environnement économique similaire.

Le taux d'endettement marginal est le taux correspondant à la durée résiduelle des contrats.

L'évolution de la dette liée au contrat de location est la suivante :

- Elle est augmentée à hauteur des charges d'intérêts déterminées par application du taux d'actualisation à la dette, à l'ouverture de la période ;
- Et diminuée du montant des paiements effectués.

La charge d'intérêts de la période ainsi que les paiements variables, non pris en compte lors de l'évaluation initiale de la dette, et encourus au cours de la période considérée, sont comptabilisés en charges.

Par ailleurs, la dette peut être ré-estimée dans les situations suivantes :



- Révision de la durée de location ;
- Modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option ;
- Réestimation relative aux garanties de valeur résiduelle ;
- Révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers lorsque l'ajustement des loyers a lieu.

### Évaluation du droit d'utilisation des actifs

À la date de prise d'effet d'un contrat de location, le droit d'utilisation est évalué à son coût et comprend :

- Le montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- Le cas échéant, les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat. Il s'agit des coûts marginaux qui n'auraient pas été engagés si le contrat n'avait pas été conclu ;
- Les coûts estimés de remise en état et de démantèlement du bien loué selon les termes du contrat. À la date de comptabilisation initiale du droit d'utilisation, le preneur ajoute à ces coûts, le montant actualisé de la dépense de remise en état et/ou de démantèlement en contrepartie d'un passif ou d'une provision de restitution.

Le droit d'utilisation est amorti sur la durée d'utilité des actifs sous-jacents correspondant à la durée du contrat de location.

### Cas des contrats de nature immobilière

Le Groupe a procédé à l'analyse de l'ensemble des contrats immobiliers afin de les analyser au regard des critères définissant une location selon la norme IFRS 16.

Sur la base des analyses, le Groupe a identifié des contrats de location au sens de la norme pour les espaces loués dans plusieurs logements de travailleurs, les locations de bâtiments propres à l'activité commerciale et les locations de bâtiments de bureaux.

La durée de location correspond à la période non résiliable sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer des options de renouvellement ou de résiliation. Les loyers retenus pour le calcul sont pris en compte hors taxe foncière prise en charge par le preneur et hors TVA (y compris, le cas échéant, TVA non déductible).

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer le droit d'utilisation et la dette de loyer est le taux marginal d'endettement à long terme tel que déterminé par le Groupe à la date de première application, soit 1,45% pour les contrats d'une maturité restante de <5 ans, 1,55% pour les contrats d'une maturité restante de 6 ans et 1,65% pour ceux dont la maturité est supérieure à 6 ans. Ces taux ont été réestimés pour les cas de modifications de contrats, de nouveaux baux ou certains cas de réestimations de dettes de loyers. Les taux suivants ont été retenus au cours de l'exercice 2024 :

- 4,54% pour les filiales françaises (Parrot Drones S.A.S., Parrot S.A.) ;
- 3,45% pour la filiale de Hong-Kong (Parrot Asia Pacific) ;
- 5,80% pour les filiales américaines (Pix4D Inc)
- 5,18% pour la filiale coréenne (Parrot Korea) ;
- 1,50% pour les filiales suisse, espagnole et roumaine (Pix4D S.A, Pix4D Espagne, Pix4D Roumanie) ;
- 3,77% pour la filiale allemande (Pix4D GmbH) ;
- 2,50% pour la filiale japonaise (Pix4D Co).

Le taux d'endettement moyen pondéré est de 2,62%.

### Cas des autres types d'actifs

Les autres actifs concernés correspondent à de l'équipement informatique.

S'agissant de contrats de location simple, la contrepartie du contrat est comptabilisée dans les produits sur une base linéaire sur la durée du bail.

### 5.3.8. Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts – calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les charges d'intérêts déterminées par application du taux d'actualisation à la dette de loyers

constatée par l'application de la norme IFRS16, moins les intérêts à recevoir sur les placements et les produits provenant des autres dividendes.

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

### 5.3.9. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est (i) le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et (ii) tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

Impôt différé : cf. Note 19 - Impôts différés.

La CVAE (Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises) est comptabilisée en impôt sur le résultat.

Le Crédit Impôt Recherche est comptabilisé en diminution des frais de recherche et développement, ou en moins des Frais de développement immobilisés.

### 5.3.10. Informations sectorielles

Conformément à IFRS 8, les informations sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel, Henri Seydoux, Président-directeur général du Groupe, pour décider de l'affectation des ressources et évaluer la performance des secteurs opérationnels.

Depuis 2022, notamment pour refléter l'évolution de ses activités, le Groupe présente deux secteurs opérationnels : l'activité microdrones et l'activité photogrammétrie. Pour permettre une réconciliation des éléments présentés avec les comptes consolidés, la Société de tête, Parrot S.A., les activités annexes (dont Outflir) et les activités non stratégiques sont intégrées à la présentation (cf. Note 5 - Informations sectorielles).

### 5.3.11. Immobilisations incorporelles

#### Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition en date d'acquisition, qui est la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe :

- Les actifs acquis et passifs assumés de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur ;
- Le prix d'acquisition est la somme des justes valeurs des actifs transférés et des passifs assumés par l'acquéreur à la date d'acquisition et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur. Le prix d'acquisition comprend les compléments éventuels du prix évalués et comptabilisés à leur juste valeur, à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition résultant d'un regroupement d'entreprises est égal à la différence entre :

- Le prix d'acquisition augmenté de la juste valeur des intérêts minoritaires et la juste valeur des actifs nets acquis (méthode dite du "goodwill" complet) ;
- Le prix d'acquisition du regroupement et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis (méthode dite du "goodwill" partiel).

L'évaluation initiale du prix d'acquisition et des justes valeurs des actifs acquis et passifs assumés est finalisée dans les douze mois suivant la date de l'acquisition et tout ajustement est comptabilisé sous forme de correction rétroactive de l'écart d'acquisition. Au-delà de cette période de douze mois, tout ajustement est enregistré directement au compte de résultat.

Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges, à mesure qu'ils sont engagés.

Lors de chaque regroupement d'entreprises, le Groupe peut opter pour une comptabilisation de la fraction d'intérêts non acquise :

- soit à sa juste valeur à la date d'acquisition avec, en conséquence, la comptabilisation d'un écart d'acquisition sur cette fraction non acquise (méthode dite du "goodwill" complet),

- soit sur la base de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquise évalué à la juste valeur, ce qui conduit à ne reconnaître que l'écart d'acquisition attribuable aux propriétaires de la maison-mère (méthode dite du "goodwill" partiel).

Le Groupe a opté pour la méthode dite du "goodwill" partiel.

Dans le cas d'une prise de contrôle réalisée par acquisitions successives, la quote-part d'intérêts antérieurement détenue par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur à la date de prise de contrôle et tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans le compte de résultat.

L'écart d'acquisition est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. L'écart d'acquisition est affecté à des unités génératrices de trésorerie et n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation (cf. "Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles").

S'agissant des entreprises associées et des co-entreprises, comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, la valeur comptable de l'écart d'acquisition est incluse dans la valeur comptable de la participation dans l'entreprise associée ou co-entreprise.

### Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement, c'est-à-dire découlant de l'application des résultats de la recherche à un plan ou un modèle en vue de la fabrication de produits et procédés nouveaux ou substantiellement améliorés, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le Groupe peut démontrer qu'elle remplit simultanément, la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement, la volonté d'achever l'immobilisation incorporelle, la capacité d'utiliser ou de vendre cette immobilisation incorporelle, la capacité à générer des avantages économiques futurs, la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Depuis 2017, Parrot comptabilise les dépenses de développement en charges, les critères pour capitaliser n'étant pas réunis.

### Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur leur durée d'utilité. Les durées d'utilité sont de 1 à 10 ans.

#### 5.3.12. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût historique amorti, diminué des pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

#### 5.3.13. Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les dépenses ultérieures (dépenses de remplacement et dépenses de mise en conformité) sont immobilisées et amorties sur la durée d'utilité restante de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Il est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une valeur résiduelle éventuelle.

Les immobilisations sont amorties selon leur durée d'utilité, comme suit :

- Agencements et aménagements : 3 à 10 ans
- Installations techniques : 10 ans
- Matériel et outillage industriel : 2 à 3 ans
- Matériel bureautique et informatique : 3 ans
- Matériel de transport : 3 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité attendues sont revues à chaque clôture.

Les plus ou moins-values de cession résultent de la différence entre le prix de vente et la valeur nette comptable des éléments d'actif cédés.

#### 5.3.14. Impôts différés

Les impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan pour tenir compte du décalage temporel entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs.

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable. Les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés en compte de résultat ou en capitaux propres, est respectivement enregistré en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs.

Les impôts différés sont comptabilisés respectivement en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice, selon qu'ils se rapportent à des éléments eux-mêmes enregistrés en compte de résultat ou en capitaux propres.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés, permettant à l'actif d'impôt différé d'être utilisé. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture, de sorte que celle-ci sera réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs impôts différés. Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés si, et seulement si les filiales ont le droit de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et lorsque ceux-ci concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale et simultanément.

#### 5.3.15. Stocks

Conformément à IAS 2, les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation :

- Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du prix moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks et les coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.
- La valeur nette de réalisation est le prix de vente net estimé pour la période subséquente diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le groupe Parrot détient des stocks de produits finis et des stocks de composants.

Parmi les produits finis, le Groupe distingue trois catégories, en fonction de leur cycle de vie : les nouveaux produits (gamme ANAFI "next gen"), les produits en état de vente, commercialisés depuis plus de 2 ans (gammes ANAFI USA et ANAFI AI) et les produits en fin de vie (dernières unités disponibles ou produits retournés ou abîmés).

Les produits en fin de vie sont intégralement dépréciés.

Les produits en état de vente font quant à eux l'objet d'une dépréciation basée sur l'écoulement des ventes futures.

La société distingue deux types de composants (MP) : d'une part, ceux utilisés pour la production des nouveaux produits- ainsi que des produits état de vente ; d'autre part, les anciens composants en legacy, associés à des produits qui ne sont plus fabriqués. Ces derniers sont entièrement dépréciés.

Les composants utilisés pour la production des produits en état de vente font quant à eux l'objet d'une dépréciation basée sur les prévisions de production future.

#### 5.3.16. Instruments financiers non dérivés

##### Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis au coût amorti diminué des pertes attendues. Une provision pour dépréciation est constituée dès lors qu'il existe une indication objective qu'une partie des sommes dues ne sera pas recouvrée conformément aux dispositions contractuelles, et non de manière statistique.

Une partie des ventes du Groupe est couverte par une police d'assurance-crédit-clients, ce qui permet de réduire le risque de non-recouvrement.

### Fournisseurs et autres créditeurs

L'ensemble de ces dettes est enregistré initialement à la juste valeur puis au coût amorti. Après leur comptabilisation initiale, le groupe Parrot évalue au coût amorti tous les passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transactions.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue. Ils comprennent également les OPCVM répondant à la définition d'IAS 7. Les OPCVM ne répondant pas à la définition de trésorerie et équivalents de trésorerie sont classés en autres actifs financiers courants.

Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

### Couverture de trésorerie et couverture de taux

Le Groupe n'a pas utilisé d'instruments financiers dans le cadre de sa gestion de trésorerie, ni pour la couverture des effets de changes.

### Engagements de rachats d'actions

Lorsque les actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée bénéficient d'une option leur permettant d'exiger le rachat de leurs titres par Parrot, l'engagement de Parrot est reconnu comme une dette fournisseur d'immobilisations au bilan (autres dettes non courantes), pour un montant égal à la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option de vente. Le taux d'actualisation retenu est le coût marginal d'endettement de Parrot. La dette est initialement comptabilisée en contrepartie d'une réduction des capitaux propres consolidés, d'abord à concurrence du montant des intérêts minoritaires dans la filiale, puis, pour le solde, par réduction des capitaux propres part du Groupe. Les effets des changements ultérieurs d'estimation du prix d'exercice (lorsqu'il est variable) ainsi que les effets de la désactualisation de la dette sont comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe.

#### 5.3.17. Dette financière nette (ou trésorerie financière nette)

La notion de dette financière nette (ou trésorerie financière nette) utilisée par le Groupe correspond au cumul des dettes financières courantes incluant les découverts bancaires et les dettes financières non courantes diminué des autres actifs financiers courants, de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Cet indicateur intègre aussi l'impact du retraitement IFRS 16 des contrats de location.

#### 5.3.18. Actions propres

Les titres de la Société détenus par elle-même ou par des entités consolidées sont portés en diminution des capitaux propres consolidés, pour leur coût d'acquisition. Inversement, le résultat de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en capitaux propres pour l'effet net d'impôt. La plus ou moins-value ainsi réalisée n'affecte donc pas le résultat de l'exercice.

Le groupe Parrot ne possède pas en 2024 de titres auto-détenus.

#### 5.3.19. Paiements fondés sur des actions

Des options de souscriptions d'actions ou des actions gratuites ("AGA") peuvent être accordées à un certain nombre de salariés du Groupe. Les options de souscription donnent droit de souscrire à des actions Parrot S.A. pendant un délai de deux ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution. Conformément à IFRS 2, les actions gratuites et les options de souscription constituent un complément de rémunération payé par le Groupe aux bénéficiaires.

Les options et actions gratuites font l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. Conformément aux préconisations de la norme IFRS 2.10 et .11, la charge à comptabiliser au titre d'un plan d'AGA est égale à :

- (i) à la juste valeur des actions octroyées à la date d'attribution
- (ii) multipliée par le nombre probable d'actions que l'on s'attend à remettre aux bénéficiaires qui seront présents à la date d'acquisition des actions.

En outre, la charge comptabilisée tient également compte des hypothèses de rotation de l'effectif bénéficiant de l'attribution d'options. La charge évaluée est comptabilisée en charges de personnel au compte de résultat, charge étalée sur la période d'acquisition des droits de l'option ou de l'action gratuite, en contrepartie des capitaux propres.

Dans le cadre de la présentation du compte de résultat par fonction, les charges de personnel correspondantes, sont réparties selon les fonctions des salariés concernés.

#### 5.3.20. Avantages du personnel

##### **Régime de retraite**

Le Groupe est soumis au régime de retraite à cotisations et à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies font l'objet de versements par les salariés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite. Les obligations du Groupe se limitent au paiement de ces cotisations qui sont donc enregistrées en compte de résultat dès qu'elles sont encourues.

Le Groupe est soumis à des régimes de retraite à prestations définies, notamment pour les indemnités de fin de carrière versées aux salariés français, mais aussi le régime de prévoyance couvrant les salariés de l'entreprise basés en Suisse pour la retraite, le décès et le handicap.

Le Groupe applique la norme IAS 19 révisée. Les écarts actuariels relatifs aux plans de retraite à prestations définies sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Conformément à la position de l'IFRIC, validée par l'IASB fin mai 2021, pour les régimes post-emploi, avec condition de présence et dépendant de l'ancienneté, les services rendus ne sont désormais reconnus que sur les dernières années de carrière qui octroient des droits aux salariés au moment de son départ.

#### 5.3.21. Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

##### **Provisions garanties**

Une provision a pour objet de couvrir les charges futures liées à l'actionnement de la "garantie produits" sur les produits professionnels vendus par Parrot. Elle est calculée de manière statistique sur la base des informations réelles de l'entreprise communiquée par les départements dédiés.

Ainsi pour chaque famille de produit, sont calculés :

- Un taux de retour ;
- Un taux d'échange ;
- Un coût de réparation ou de remplacement unitaire.

##### **Autres provisions**

Provision engagements fournisseurs : provision dont l'objet est de couvrir le risque de perte de valeur des produits commandés aux fournisseurs en raison des perspectives de ventes ou des décisions des arrêts de production de certains produits. Les provisions pour engagements fournisseurs sont calculées sur la base de risques identifiés et quantifiés par fournisseur et par ligne de produit.

Les provisions engagements fournisseurs quantifient les engagements pris par Parrot auprès des sous-traitants relatifs aux risques suivants :

- Stocks de composants de production en excès (achetés par le sous-traitant au nom de Parrot),
- Stocks de composants de production obsolètes, obsolescence intervenant lors de changement de spécifications ou lors de l'obsolescence de produits finis eux-mêmes.

##### **Provisions prud'homales**

Une provision est estimée au cas par cas sur la base d'une analyse des dossiers avec l'aide des avocats chargés du suivi.

##### **Litiges et réclamations**

Des provisions pour litiges et réclamations sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation en cours liée à des actions en justice, enquêtes gouvernementales, procédures contentieuses et autres réclamations résultant d'évènements antérieurs qui sont en instance, qu'il est probable qu'une sortie de fonds représentant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation et qu'une estimation fiable de ce montant peut être faite.

5.3.22. Continuité d'exploitation

Compte tenu des projections des flux de trésorerie futurs du Groupe sur la base des opérations courantes et prenant en compte une période de douze mois à partir de la date de clôture, au 31 décembre 2024 Parrot dispose de la trésorerie suffisante pour assurer la continuité de son exploitation.

5.4. Note 4 – Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe Parrot comprend 17 sociétés dont 15 sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale (IG) et 1 selon la méthode de la mise en équivalence.

Les variations de périmètre qui ont eu lieu sur l'exercice sont les suivantes :

- Parrot Trading Shenzhen Ltd : fermeture de la société le 21 juin 2024.
- Pix4D Shanghai : fermeture de la société de 9 mai 2024.
- Fluktor GmbH : titres cédés le 15 avril 2024.
- Outflir : acquisition de titres supplémentaires le 30 octobre 2024, conférant à Parrot SA 50,1% du capital sur une base diluée (vs. 35,0% auparavant).

Acquisitions de participations modifiant le contrôle

La participation dans Outflir a été augmentée, conférant à Parrot SA 50,1% du capital sur une base diluée. La société, qui auparavant était mise en équivalence, est intégrée globalement à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2024.

Liste des sociétés consolidées par intégration globale et des sociétés mises en équivalence

			31/12/2024	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2023
Dénomination	Adresse	Pays	% intérêt	Méth. d'intégration	% intérêt	Méth. d'intégration
SOCIÉTÉ MÈRE						
Parrot S.A.	174 quai de Jemmapes 75010 Paris	France				
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE						
Parrot GmbH	Maximilianstraße 27 80539 München	Allemagne	100%	IG	100,00%	IG
Parrot Anz Ltd Limited	68 72 York streetSouth Melbourne, Victoria 3205	Australie	100,00%	IG	100,00%	IG
Parrot Trading Shenzhen Ltd (filiale de Parrot Asia Pacific Ltd)	2401 Xinhua Insurance Bdg171 Mintian Road FuTian CBD Futian Qu Shenzhen Shi Guangdong Sheng 518048	Chine	0,00%	HG	100,00%	IG
Parrot Inc	10107 Division Drive Raleigh North Carolina, 27603	États-Unis	100,00%	IG	100,00%	IG
Pix4D Inc (filiale de Pix4D)	1615 Platte St 3 <sup>rd</sup> Floor Denver, Colorado 80202	États-Unis	95,15%	IG	95,00%	IG
Parrot Drones S.A.S.	174 quai de Jemmapes 75010 Paris	France	100,00%	IG	100,00%	IG
Parrot Asia Pacific Ltd	708-9 7-F Wharf T&T Centre 7 Canton Road Tsim Sha Tsui Kowloon Hong-Kong	Hong-Kong	100,00%	IG	100,00%	IG



Parrot Italia Srl	Via Giuseppe Revere 16 20123 Milano	Italie	100,00%	IG	100,00%	IG
Parrot UK Ltd	Park View One Central Boulevard Blythe Valley Business Park Solihull B90 8BG Birmingham	Royaume- Uni	100,00%	IG	100,00%	IG
Parrot Korea Ltd	16, Teheran-ro 78-gil, Gangnam-gu, Seoul 06194, Republic of Korea	Corée du sud	100,00%	IG	100,00%	IG
Pix4D SA	Route de Renens 24 1008 Prilly	Suisse	95,15%	IG	95,15%	IG
Pix4D Co (filiale de Pix4D)	H10 Shibuya, Jinnan 906, 1- 5-6 Jinnan Shibuya-ku150- 0041 Tokyo	Japon	95,15%	IG	95,15%	IG
Pix4D GmbH (filiale de Pix4D)	Alte Jakobstraße 85 86 (Neue GrünstaBe 17 18)10179 Berlin	Allemagne	95,15%	IG	95,15%	IG
Pix4D Shanghai (filiale de Pix4D)	Room D01 F12 Ganghui Office No.3 Hongqiao Road Xuhui District Shanghai	Chine	0,00%	HG	95,15%	IG
Pix4D Espagne (filiale de Pix4D)	Paseo de la Castellana 7728046 Madrid	Espagne	95,15%	IG	95,15%	IG
Pix4D Roumanie (filiale de Pix4D)	București Sectorul 1, Piața Charles de Gaulle, Nr. 15, BIROU 309-312, Etaj 3	Roumanie	95,15%	IG	95,15%	IG
Outflier S.A.S.	18 place des Vosges 75004 Paris	France	50,10%*	IG	35,04%	MEE
<b>SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE</b>						
Iconem	6 rue Jules Chaplain 75006 Paris	France	45,00%	MEE	41,79%	MEE
Fluktor GmbH	Chausseestraße 120A, 10115 Berlin	Allemagne	0,00%	HG	37,89%	MEE

\*Sur une base diluée

## 5.5. Note 5 – Informations sectorielles

L'information sectorielle reflète la vue du principal décideur opérationnel ("PDO") (Président-directeur général) et est établie sur la base du reporting interne. Les éléments du reporting interne sont préparés en conformité avec les principes comptables suivis par le Groupe.

Deux secteurs opérationnels sont présentés : l'activité microdrones et l'activité photogrammétrie. Pour permettre une réconciliation des éléments présentés avec les comptes consolidés, la Société de tête, Parrot S.A. est intégrée à la revue, ainsi que les activités annexes, dont Outflier.

La performance par secteur est analysée par le PDO sur la base du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant. Les actifs et passifs ne sont pas présentés spécifiquement au PDO. Seule la situation de trésorerie du Groupe fait l'objet d'un suivi régulier par le PDO.

### Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2024

en milliers d'euros	Microdrones <sup>(1)</sup>	Photogrammétrie <sup>(1)</sup>	Autres <sup>(2)</sup>	Total
Chiffre d'affaires	48 055	29 970	29	78 054
Résultat opérationnel courant	(2 288)	(2 958)	(2 737)	(7 982)

(1) Cf. chapitres 5.1. "Principales activités" et 5.2. "Principaux marchés".

(2) Parrot S.A. et activités annexes, dont Outflier.



**Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2023**

en milliers d'euros	Microdrones	Photogrammétrie	Autres <sup>(1)</sup>	Total
Chiffre d'affaires	33 256	31 762	(37)	64 981
Résultat opérationnel courant	(17 379)	(6 429)	(3 459)	(27 267)

(1) Parrot S.A. et activités annexes.

**5.6. Note 6 - Analyse des ventes****Analyse des ventes du Groupe par zones géographiques**

En dehors de la part des ventes de licences de photogrammétrie effectuée via une plateforme e-commerce propre au Groupe, l'essentiel de la commercialisation des produits Parrot s'appuie sur un réseau de distributeurs spécialisés et limités par zone géographique. Cette organisation favorise la couverture d'un plus grand nombre de pays avec le support client approprié.

Analyse par principaux contributeurs (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
États-Unis	22 821	23 478
Europe de l'Est	11 184	1 985
France	10 745	6 749
Pays Nordiques	9 324	8 369
Allemagne	4 226	2 141
Japon	3 459	3 848
Australie Nouvelle-Zélande	2 940	1 889
Royaume-Uni	2 908	5 685
Suisse	1 844	1 077
Amérique Latine	1 275	1 546
<b>Top 10</b>	<b>70 726</b>	<b>56 767</b>
Autres	7 328	8 213
<b>Total</b>	<b>78 054</b>	<b>64 981</b>

**5.7. Note 7 - Charges opérationnelles par nature**

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Consommation de matières premières et marchandises, et achats de sous-traitance	(14 588)	(14 333)
Autres charges externes	(17 733)	(16 456)
Charges de personnel	(45 911)	(54 591)
Impôts et taxes	(817)	(939)
Dotations aux amortissements	(4 078)	(3 917)
Dotations et reprises aux dépréciations et provisions	(1 148)	(2 518)
Production stockée et immobilisée	(912)	884
Autres produits et charges d'exploitation	(850)	(379)
<b>Total des charges opérationnelles</b>	<b>(86 036)</b>	<b>(92 248)</b>

Le CIR 2024 pour 2 409 k€ (contre 3 891 k€ en 2023) est comptabilisé en diminution des charges opérationnelles.

Les charges de personnel s'analysent de la manière suivante :

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Traitements et salaires	(36 582)	(42 731)
Charges sociales	(9 258)	(11 306)
Charges d'options de souscription d'actions	(71)	(554)
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>(45 911)</b>	<b>(54 591)</b>

La baisse des salaires et des charges sociales est la résultante du plan de restructuration mis en place en 2023.

Les charges d'options de souscriptions d'actions sont constituées des frais liés au programme d'actions gratuites pour 852 k€, partiellement compensés la reprise de la provision liée au plan d'*incentive* de Pix4D, annulé en novembre 2024, pour 782 k€.

## 5.8. Note 8 – Autres charges et produits opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Variation de périmètre Outlier	1 028	-
Réorganisation	55	(6 361)
Opérations de cession Fluktor	(308)	-
Opérations de cession SkyHero	-	3 407
Autres	(87)	189
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>688</b>	<b>(2 765)</b>

Au 31 décembre 2024, les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à 0,7 M€ et se composent principalement des éléments suivants :

- produit de 1,0 M€ lié au changement de méthode de consolidation pour l'entité Outlier ;
- charge de cession de la participation Fluktor pour (0,3) M€.

Pour rappel, au 31 décembre 2023, les autres produits et charges opérationnels s'élevaient à (2,8) M€ et se composaient principalement des éléments suivants :

- charge exceptionnelle de 6,3 M€ induite par la Réorganisation. Elle tient compte de la Rupture Conventionnelle Collective chez Parrot Drones et Parrot S.A., pour 3,4 M€, et du plan de licenciement collectif de Pix4D (réglementation suisse), pour 1,5 M€, tous deux déclenchés en juin. Le solde concerne la fermeture de Parrot Shenzhen enclenchée fin mai ;
- produit de cession de 3,4 M€ issu de la cession de la société Sky-Hero au groupe Axon en juin 2023 ;
- reprise d'un reliquat de provision sur engagement fournisseurs ANAFI constituée en 2018 pour 0,1 M€.

## 5.9. Note 9 – Résultat financier

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Coût de l'endettement financier brut	(935)	(341)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	12	11
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(923)</b>	<b>(330)</b>
Gains de change	2 896	3 217
Pertes de change	(2 576)	(5 562)
Autres charges financières	6	(19)
Autres produits financiers	73	358
<b>Autres produits et charges financières</b>	<b>400</b>	<b>(2 006)</b>
<b>Total</b>	<b>(523)</b>	<b>(2 336)</b>

Le coût de la cession du CIR est comptabilisé en coût de l'endettement financier net et s'élève à 0,7 M€ en 2024. Cette cession s'est faite sans recours.

Les autres produits financiers s'établissent à 0,1 M€ en 2024 (contre 0,4 M€ en 2023) et correspondent essentiellement à des intérêts bancaires créditeurs.

## 5.10. Note 10 – Impôts

### Analyse de la charge d'impôts

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	(626)	(89)
Impôts différés	(286)	(38)
<b>Total</b>	<b>(912)</b>	<b>(126)</b>

La charge d'impôts courants de l'exercice 2024 comprend notamment la CVAE pour (20) k€.

**Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective**

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat de la période</b>	<b>(9 397)</b>	<b>(32 980)</b>
Résultat net des sociétés mises en équivalence	668	485
Charges d'impôts	912	126
- dont CVAE	20	19
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(7 817)</b>	<b>(32 370)</b>
Taux d'impôt	25,00%	25,00%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(1 954)</b>	<b>(8 092)</b>
<b>Rapprochement :</b>		
Différences permanentes	419	262
Différence de taux d'impôts	(96)	(35)
Déficits fiscaux non activés	3 829	9 799
Activation de déficits reportables antérieurs	(786)	(105)
Crédit d'impôt recherche	(642)	(973)
Variations de périmètre	(104)	(752)
Autres	245	23
- dont IFRS 2	213	139
<b>Charge réelle d'impôt</b>	<b>912</b>	<b>127</b>

**5.11. Note 11 – Écarts d'acquisition**

Au 31 décembre 2024, la valeur nette de l'écart d'acquisition est de 4 577 k€ et se décompose de la manière suivante :

- Un goodwill provisoire a été comptabilisé à hauteur de 4 577 k€ sur Outlier au cours de cet exercice, en lien avec l'augmentation de la participation dans cette filiale, conférant à Parrot SA le contrôle exclusif (cf. Note 4 - Périmètre de consolidation. Les travaux d'allocation n'ont pas été réalisés ;
- Un goodwill sur l'UGT Drones constaté en 2018 et totalement déprécié.

**Calcul du goodwill relatif à l'acquisition d'Outlier**

<b>Coût des titres (A)</b>	<b>7 492</b>
- Dont titres antérieurement détenus incluant la réévaluation (non cash)	3 488
- Dont augmentation de capital souscrite par PSA (non cash)	4 004
<b>Actifs non courants</b>	<b>369</b>
Écarts d'acquisition	-
Autres immobilisations incorporelles	348
Immobilisations corporelles	21
<b>Actifs courants</b>	<b>5 684</b>
Créances d'impôts	248
Créances diverses	56
Compte courant avec PSA	4 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 379
<b>Total Actif (B)</b>	<b>6 053</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>500</b>
Dettes financières non courantes	500
<b>Passifs courants</b>	<b>122</b>
Dettes fournisseurs	47
Autres dettes courantes	75
<b>Total Passif hors capitaux propres (C)</b>	<b>622</b>
<b>Actifs nets (B - C)</b>	<b>5 431</b>
<b>Quote-part de 53,67% de l'actif net acquis (D)</b>	<b>2 915</b>
<b>Calcul écart d'acquisition (A - D)</b>	<b>4 577</b>

## 5.12. Note 12 – Immobilisations incorporelles

### Répartition des immobilisations incorporelles au 31 décembre 2024

en milliers d'euros	31/12/2023	Augment.	Diminut.	Var. périmètre	Écarts de conv. et reclass.	31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>						
Frais de développement	-	-	-	-	-	-
Brevets et marques	7 020	-	-	-	(100)	6 920
Logiciels	1 169	16	-	394	(168)	1 411
Autres actifs incorporels	8	-	-	-	(0)	8
<b>Total</b>	<b>8 197</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>394</b>	<b>(268)</b>	<b>8 339</b>
<b>Amortissements / Dépréciations</b>						
Frais de développement	(0)	-	-	-	-	(0)
Brevets et marques	(7 020)	-	-	-	100	(6 920)
Logiciels	(1 099)	(73)	-	(46)	168	(1 050)
Autres actifs incorporels	(0)	-	-	-	0	(0)
<b>Total</b>	<b>(8 119)</b>	<b>(73)</b>	<b>-</b>	<b>(46)</b>	<b>268</b>	<b>(7 970)</b>
<b>Valeurs nettes comptables</b>						
Frais de développement	(0)	-	-	-	-	(0)
Brevets et marques	0	-	-	-	(0)	0
Logiciels	70	(57)	-	348	-	361
Autres actifs incorporels	8	-	-	-	-	8
<b>Total</b>	<b>78</b>	<b>(57)</b>	<b>-</b>	<b>348</b>	<b>(0)</b>	<b>369</b>

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées en charges opérationnelles.

Les frais de R&D ne sont pas activés au regard des critères d'IAS 38.

### Répartition des immobilisations incorporelles au 31 décembre 2023

en milliers d'euros	31/12/2022	Augment.	Diminut.	Écarts de conv. et reclass.	31/12/2023
<b>Valeurs brutes</b>					
Frais de développement	-	-	-	-	-
Brevets et marques	6 665	-	-	356	7 020
Logiciels	1 169	-	-	-	1 169
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-
Autres actifs incorporels	8	-	-	0	8
<b>Total</b>	<b>7 841</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>356</b>	<b>8 197</b>
<b>Amortissements / Dépréciations</b>					
Frais de développement	(0)	-	-	-	(0)
Brevets et marques	(6 587)	(78)	-	(356)	(7 020)
Logiciels	(1 037)	(62)	-	0	(1 099)
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-
Autres actifs incorporels	0	-	-	-	(0)
<b>Total</b>	<b>(7 624)</b>	<b>(140)</b>	<b>-</b>	<b>(356)</b>	<b>(8 119)</b>
<b>Valeurs nettes comptables</b>					
Frais de développement	(0)	-	-	-	(0)
Brevets et marques	78	(78)	-	0	0
Logiciels	132	(62)	-	0	70
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-
Autres actifs incorporels	8	-	-	0	8
<b>Total</b>	<b>218</b>	<b>(140)</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>78</b>

### 5.13. Note 13 – Transactions entre actionnaires

Néant.

### 5.14. Note 14 – Immobilisations corporelles

#### Répartition des immobilisations corporelles au 31 décembre 2024

en milliers d'euros	31/12/2023	Augment.	Diminut.	Var. de périmètre.	Écarts de conv. et reclass.	31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>						
Constructions	1 402	-	-	-	(23)	1 380
Matériel et outillage	8 643	1 870	(1 652)	9	51	8 921
Autres immobilisations corporelles	12 207	363	(47)	(2)	(80)	12 441
<b>Total</b>	<b>22 252</b>	<b>2 233</b>	<b>(1 699)</b>	<b>7</b>	<b>(52)</b>	<b>22 742</b>
<b>Amortissements &amp; dépréciations</b>						
Constructions	(1 362)	(15)	-	-	22	(1 355)
Matériel et outillage	(8 291)	(474)	1 650	(1)	(51)	(7 166)
Autres immobilisations corporelles	(10 870)	(811)	46	15	(32)	(11 653)
<b>Total</b>	<b>(20 522)</b>	<b>(1 300)</b>	<b>1 696</b>	<b>14</b>	<b>(61)</b>	<b>(20 174)</b>
<b>Valeurs nettes comptables</b>						
Constructions	41	(15)	-	-	(1)	25
Matériel et outillage	352	1 396	(2)	8	0	1 755
Autres immobilisations corporelles	1 337	(448)	(1)	12	(112)	788
<b>Total</b>	<b>1 730</b>	<b>933</b>	<b>(3)</b>	<b>21</b>	<b>(113)</b>	<b>2 568</b>

En 2024, la hausse des immobilisations correspond essentiellement à l'acquisition de matériel et outillage pour Parrot Drones S.A.S. à hauteur de 1,9 M€ en valeur brute et 1,4 M€ en valeur nette, compensée par l'amortissement du matériel informatique pour Pix4D S.A. de (0,5) M€.

#### Répartition des immobilisations corporelles au 31 décembre 2023

en milliers d'euros	31/12/2022	Augment.	Diminut.	Var. de périmètre.	Écarts de conv. et reclass.	31/12/2023
<b>Valeurs brutes</b>						
Constructions	1 292	28	-	-	83	1 402
Matériel et outillage	8 534	240	(6)	-	(125)	8 643
Autres immobilisations corporelles	11 731	506	(139)	-	108	12 207
<b>Total</b>	<b>21 556</b>	<b>774</b>	<b>(145)</b>	<b>-</b>	<b>66</b>	<b>22 252</b>
<b>Amortissements &amp; dépréciations</b>						
Constructions	(1 191)	(91)	-	-	(80)	(1 362)
Matériel et outillage	(8 082)	(336)	6	-	122	(8 291)
Autres immobilisations corporelles	(10 144)	(785)	132	-	(73)	(10 870)
<b>Total</b>	<b>(19 416)</b>	<b>(1 213)</b>	<b>138</b>	<b>-</b>	<b>(31)</b>	<b>(20 522)</b>
<b>Valeurs nettes comptables</b>						
Constructions	101	(64)	-	-	3	41
Matériel et outillage	452	(96)	(0)	-	(3)	352
Autres immobilisations corporelles	1 588	(279)	(7)	-	35	1 337
<b>Total</b>	<b>2 140</b>	<b>(439)</b>	<b>(7)</b>	<b>-</b>	<b>35</b>	<b>1 730</b>

Pour rappel en 2023, la hausse des immobilisations en valeur brute correspond essentiellement à l'acquisition de matériel et outillage pour Parrot Drones S.A.S. (0,2 M€) et de matériel informatique pour Pix4D S.A. (0,3 M€).

## 5.15. Note 15 – Droits d'utilisation : impacts IFRS 16

### Principaux impacts

	IFRS 16 31/12/2023	IFRS 16 31/12/2024
<b>Actif</b>	<b>8 161</b>	<b>8 006</b>
<b>Actifs non courants</b>	<b>8 161</b>	<b>8 006</b>
- Dont droits d'utilisation	8 161	8 006
- Dont créances de loyers	0	0
<b>Actifs courants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Dont créances de loyers	0	0
<b>Passif</b>	<b>8 161</b>	<b>8 006</b>
Capitaux propres	-182	-223
<b>Passifs non courants</b>	<b>6 442</b>	<b>5 909</b>
- Dont dettes de loyers	6 442	5 909
<b>Passifs courants</b>	<b>1 901</b>	<b>2 319</b>
- Dont dettes de loyers	1 901	2 319

### Principaux impacts, incluant les impacts sur le compte de résultat à la date du 31 décembre 2024

IFRS 16	Total
La dotation aux amortissements pour les actifs au titre du droit d'utilisation	-2 705
La charge et le produit d'intérêts sur les obligations locatives	-222
La charge relative aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative	0
Les entrées d'actifs au titre des droits d'utilisation	2 647
La valeur comptable des actifs au titre de droits d'utilisation à la date de la présente note	8 006
Le passif de loyers actualisés amorti à la date de la présente note	5 909
L'annulation des loyers comptabilisés au cours de la période	2 885

### Variation du droit d'utilisation au 31 décembre 2024 par rapport à l'ouverture

	31/12/2023	Entrées d'actifs	Dotations aux amortiss <sup>ts</sup>	Sorties d'actifs	Reclass <sup>t</sup>	Écarts de conv.	31/12/2024
Droit d'utilisation	8 161	2 647	-2 705	-3	0	-95	8 006

Dans le tableau ci-dessus, les entrées d'actifs pour 2,7 M€ correspondent aux avenants des contrats en cours et aux nouveaux contrats conclus sur la période. Les baux de nature immobilière pour Parrot Drones S.A.S et Parrot S.A. ont été revalorisés pour 1,2 M€. Des nouveaux baux immobiliers ont été conclus sur Pix4D GmbH pour 0,6 M€, sur Parrot Korea Ltd pour 0,3 M€ et sur Pix4D Espagne pour 0,2 M€.

## 5.16. Note 16 – Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont constitués des éléments suivants :

en milliers d'euros	31/12/2023	Augment.	Diminut.	31/12/2024
Titres non consolidés	5 708	3	-	5 711
Autres créances rattachées à des participat.	0	-	-	0
Dépôts de garantie	935	144	(126)	953
<b>Total</b>	<b>6 643</b>	<b>147</b>	<b>(126)</b>	<b>6 664</b>

### Titres non consolidés

Ils correspondent aux titres de participation de sociétés non consolidées sur lesquelles le Groupe n'exerce ni influence notable ni contrôle. Les titres de participations sont essentiellement constitués de titres dans des sociétés de l'activité Microdrones.

Au 31 décembre 2024, ce sont des actifs financiers tous évalués à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global selon l'option offerte par IFRS 9.

Les variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisées directement en capitaux propres et elles sont considérées comme non recyclables par le compte de résultat. Ces actifs ne font l'objet d'aucune dépréciation.

en milliers d'euros	31/12/2023	Augment.	Diminut.	31/12/2024
Titres non consolidés	5 708	3	-	5 711
<b>Total</b>	<b>5 708</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>5 711</b>

Parrot Drones S.A.S. détient Dendra Systems (ex BioCarbon Engineering) à hauteur de 6,43% (fully diluted) pour un montant de 5,7 M€. Le Groupe a retenu une valorisation stable par rapport à l'exercice précédent, à 5,7 M€. En l'absence d'influence notable, cette société n'est pas mise en équivalence dans les comptes du Groupe.

### Autres créances rattachées aux titres de participations et dépôts de garantie

Les "Autres créances rattachées aux titres de participations" sont constituées des avances du Groupe à des sociétés non consolidées. Ces actifs financiers ainsi que les dépôts de garantie sont des actifs financiers évalués au coût amorti, diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêts, les profits et pertes de change et dépréciations sont comptabilisés en résultat. Les profits et pertes résultants de la dé-comptabilisation sont enregistrés en résultat.

### Évolution des actifs financiers

en milliers d'euros	31/12/2023	Augment.	Diminut.	31/12/2024
Valeurs brutes	-	-	-	-
Autres créances rattachées à des participations	0	-	-	0
Dépôts de garantie	935	144	(126)	953
<b>Total</b>	<b>935</b>	<b>144</b>	<b>(126)</b>	<b>953</b>
Dépréciations	-	-	-	-
Autres créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Dépôts de garantie	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Valeurs nettes comptables	-	-	-	-
Autres créances rattachées à des participations	0	-	-	0
Dépôts de garantie	935	144	(126)	953
<b>Total</b>	<b>935</b>	<b>144</b>	<b>(126)</b>	<b>953</b>

## 5.17. Note 17 – Entreprises mises en équivalence

La situation financière ainsi que la valeur des titres de participations dans les entreprises mises en équivalence ("EMeE") se présentent comme suit :

En milliers d'euros	% du capital détenu	Chiffre d'affaires	Capitaux propres	Résultat des mises en équivalence (*)
Iconem	45,00%	4 799	141	(454)
Fluktor	37,89%	4	-	(29)
Outflieger	35,04%	34	-	(186)
<b>Total</b>				<b>(668)</b>

(1) Informations communiquées avant la cession de l'entité Fluktor et le passage en intégration globale de l'entité Outflieger

en milliers d'euros	31/12/2023	Entrée de périmètre	Résultat	Augmentat° de capital	Variations de périmètre	Reclassement	Écart de conv.	31/12/2024
Iconem	518	-	(454)	-	-	-	-	64
Fluktor	363	-	(29)	-	(331)	-	(3)	-
Outflieger	2 645	-	(186)	-	(2 460)	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 526</b>	-	<b>(668)</b>	-	<b>(2 791)</b>	-	<b>(3)</b>	<b>64</b>

Les principales variations de l'exercice concernent l'augmentation de la participation dans Outflieger, conférant à Parrot SA le contrôle exclusif et permettant de l'intégrer globalement à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2024, ainsi que la cession des titres Fluktor.

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Valeur comptable des EMeE au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>3 526</b>	<b>2 486</b>
Augmentation de capital Fluktor	-	540
Entrée en mise équivalence de Fluktor	-	10
Augmentation de capital Outflieger	-	1 000
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	(668)	(485)
Écart de conversion	(3)	13
Cession Fluktor	(331)	-
Changement de méthode de consolidation Outflieger - Passage en intégration globale	(2 460)	-
Autres	-	(38)
<b>Valeur comptable des EMeE à la clôture</b>	<b>64</b>	<b>3 526</b>

## 5.18. Note 18 – Autres actifs non courants

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs non courants	1	7
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>7</b>

Les autres créances non courantes présentent un solde non significatif à la clôture de l'exercice et n'appellent pas à de commentaire particulier.

## 5.19. Note 19 – Impôts différés

### 5.19.1. Variation des impôts différés actifs

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>483</b>	<b>361</b>
Produit (charge) de l'exercice	(380)	(43)
Impact réserves	(118)	165
Compensation IDA/IDP	16	-
<b>À la clôture</b>	<b>1</b>	<b>483</b>

Par prudence, le Groupe ne constate pas d'impôts différés actifs sur les déficits reportables.

### 5.19.2. Variation des impôts différés passifs

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Produit (charge) de l'exercice	(95)	(5)
Impact réserves	79	5
Compensation IDA/IDP	16	-
<b>À la clôture</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



## 5.19.3. Détail des impôts différés actifs et passifs, par nature

en milliers d'euros	Actifs		Passifs		Net	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Immobilisations incorporelles	-	-	(0)	29	0	(29)
Stocks	185	460	106	63	79	397
Compensation impôts différés actifs/passifs	(149)	(90)	(149)	(90)	-	-
IFRS 16	40	31	-	-	40	31
Autres actifs	754	912	-	-	754	912
Provisions :	461	456	43	39	418	416
<i>dont pensions</i>	426	421	-	-	426	421
<i>dont autres provisions</i>	35	35	43	39	(8)	(5)
Autres passifs	-	6	-	(41)	-	48
Limitation des impôts différés actifs	(1 290)	(1 292)	-	-	(1 290)	(1 292)
<b>Actifs (Passifs) d'impôts différés nets</b>	<b>1</b>	<b>483</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>483</b>

Les principaux déficits non activés s'élèvent à 356,5 M€ pour le Groupe d'intégration fiscale, à 38,8 M€ pour Parrot Drones, à 76,1 M\$ pour Parrot Inc. et à 9,7 MCHF pour Pix4D et ses filiales.

## 5.20. Note 20 – Stocks

Au 31 décembre 2024, la valeur nette des stocks s'articule principalement autour :

- de 6,0 M€ de composants pour les gammes de produits ANAFI "next gen" et ANAFI USA,
- de 4,5 M€ de produits finis ANAFI "next gen", ANAFI AI et ANAFI USA (activité microdrones).

Au 31 décembre 2024, la valeur nette des stocks de l'activité Photogrammétrie s'élève à 53 k€.

en milliers d'euros	31/12/2023	Variations	Reclass. et écarts de change	31/12/2024
Valeurs brutes	24 834	(7 475)	288	17 647
Dépréciations	(5 430)	(1 634)	(82)	(7 146)
<b>Stocks, valeur nette</b>	<b>19 403</b>	<b>(9 108)</b>	<b>206</b>	<b>10 501</b>

## 5.21. Note 21 – Créances clients

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Clients	4 951	5 863
Dépréciation des clients	(45)	(136)
<b>Total</b>	<b>4 906</b>	<b>5 727</b>

Le Groupe reste vigilant sur le suivi et le dénouement de ses créances commerciales.

Par ailleurs, le Groupe a souscrit à une police d'assurance auprès de la COFACE (cf. Note 34 - Instruments financiers).

Les créances du Groupe ne portent pas intérêt et sont, en général, payables entre 30 et 60 jours après émission de la facture.

## 5.22. Note 22 – Créances diverses

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Créances de TVA	1 238	982
Charges constatées d'avance	1 512	1 163
Débiteurs divers	6 634	2 073
Avances et acomptes versés	508	1 663
Créances sociales	184	177
<b>Total</b>	<b>10 077</b>	<b>6 058</b>

La hausse des débiteurs divers provient notamment du décalage entre la refacturation des matières premières aux EMS, notamment Oracom, et le paiement de ces matières premières, au moment où sont produits les drones.

Les avances et acomptes versés aux fournisseurs correspondent aux montants engagés pour la production de l'ANAFI "next gen" notamment l'achat d'outillage de production. La variation enregistrée à la clôture pour (1,2) M€ est principalement liée au fait que la plupart des outillages de production ont été mis en place en 2024.

Conformément à IFRS 9, la Société ne comptabilise plus les créances dont les droits contractuels aux flux de trésorerie ont été transférés, de même que substantiellement tous les risques et avantages attachés à ces créances.

### 5.23. Note 23 – Créances d'impôts

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Créances d'impôts	4 074	7 361
<b>Total</b>	<b>4 074</b>	<b>7 361</b>

Les créances d'impôts correspondent principalement au crédit d'impôt recherche pour :

- Parrot S.A. à hauteur de 2,4 M€ pour l'exercice 2024, ainsi que de la partie non financée des crédits d'impôt recherche des années 2023 pour 0,8 M€, 2022 pour 0,5 M€ ainsi que 2021 pour 0,2 M€ ;
- Outflir à hauteur de 0,2 M€ pour l'exercice 2024.

Par ailleurs, Parrot S.A. a cédé et déconsolidé durant l'exercice 2024, sa créance détenue sur l'État français au titre du crédit d'impôt recherche 2022 à hauteur de 1,9 M€ et au titre du crédit d'impôt recherche 2023 à pour 2,6 M€ . La trésorerie reçue s'élève à 4,5 M€. Le coût de cette cession comptabilisée en coût de l'endettement financier net s'élève à 0,7 M€. Cette cession s'est faite sans recours.

La quote-part non financée du crédit d'impôt recherche de l'année 2020 pour 0,5 M€ a été perçu par Parrot S.A. en janvier 2024.

### 5.24. Note 24 – Trésorerie financière nette

Au 31 décembre 2024, la trésorerie financière nette s'élève à 24 871 k€.

La trésorerie s'élève à 33 604 k€, en hausse de 5 456 k€ par rapport à la clôture de l'exercice précédent. L'intégralité de la trésorerie du Groupe est restée pleinement disponible pendant l'exercice.

Les dettes financières courantes et non courantes y compris les dettes de location s'élèvent à 8 733 k€ à fin décembre 2024 (cf. Note 26 – Dettes financières).

### 5.25. Note 25 – Capitaux propres

#### 5.25.1. Capital social

Au 31 décembre 2024, le capital est composé de 30 703 409 actions ordinaires, entièrement libérées et représentant un capital social de 4 680 k€. Le nombre d'actions en circulation a évolué comme suit :

	31/12/2023	Émissions	Réductions	Reclassement	31/12/2024
Nombre de titres	30 588 159	115 250	-	-	30 703 409
Valeur nominale arrondie	0,15 €	0,15 €	-	-	0,15 €
Capital social (en euros)	4 662 273	17 564	-	-	4 679 837

#### 5.25.2. Plan d'attribution d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites

##### Options de souscription d'actions (SO)

Au cours de l'exercice, le Groupe Parrot n'a pas mis en place de plan d'attribution d'options de souscription d'actions.

### Attributions d'actions gratuites (AGA)

Date et nature du plan	Durée	AGA existantes au 31/12/2023	AGA attribuées au cours de la période	AGA livrées sur la période	AGA annulées ou rendues caduques	AGA existantes au 31/12/2024
CA 27/07/22 : AGA	2 ans	130 000	-	(115 250)	(14 750)	-
CA 27/07/23 : AGA	2 ans	292 600	-	-	(48 365)	244 235
CA 31/07/24 : AGA	2 ans	-	455 000	-	-	455 000
<b>Total</b>	-	<b>422 600</b>	<b>455 000</b>	<b>(115 250)</b>	<b>(63 115)</b>	<b>699 235</b>

Pour l'ensemble des plans, le nombre des actions gratuites a évolué comme suit :

En quantité d'AGA	2024	2023
<b>Nombre d'AGA au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>422 600</b>	<b>572 500</b>
AGA attribuées durant l'exercice	455 000	303 600
AGA livrées durant l'exercice	(115 250)	(139 750)
AGA annulées ou rendues caduques	(63 115)	(313 750)
<b>Nombre d'AGA à la clôture</b>	<b>699 235</b>	<b>422 600</b>

### Caractéristiques des plans d'actions gratuites de 2024

Date du CA	Date d'attribution	Nombre initial	Début d'acquisition	Période d'acquisition	Date d'acquisition
31/07/2024	31/07/2024	455 000	31/07/2024	2 ans	31/07/2026

### Conditions d'attributions des actions gratuites en 2024

Le 31 juillet 2024, le Conseil d'administration a validé la proposition, les termes et les conditions du Règlement de Plan de rémunération et de motivation soumis par le Comité des rémunérations et des nominations. Toutes les actions attribuées gratuitement sont soumises à une condition de présence et à une condition de performance, selon une répartition 50/50. La condition de performance est fixée à l'atteinte d'un certain niveau de chiffre d'affaires sur l'exercice 2024, par rapport à 2023.

### Incidence sur les états financiers

La charge reconnue au titre des attributions d'options et d'actions gratuites s'élève à 852 k€ en 2024 (contre 554 k€ en 2023).

#### 5.25.3. Actions propres.

L'Assemblée générale des actionnaires du 5 juin 2024 a autorisé un programme de rachat d'actions (11<sup>ème</sup> résolution). Les actions rachetées peuvent être utilisées en vue de :

- la poursuite du contrat de liquidité,
- l'allocation d'options d'achat d'actions et /ou d'actions gratuites aux salariés ou aux mandataires sociaux du Groupe Parrot,
- la réduction du capital de la Société.

Par ailleurs, la 11<sup>ème</sup> résolution de ladite Assemblée générale a autorisé le Conseil d'administration pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, à procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société, conformément aux dispositions légales en vigueur et notamment celles des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, au profit du personnel salarié du Groupe, dans la limite de 1,5% du capital de la Société à la date de l'Assemblée générale.

### Contrat de liquidité

La Société n'a pas souscrit de contrat de liquidité depuis la résiliation du contrat de liquidité au 30 juin 2019.

#### 5.25.4. Dividendes

Aucune distribution de dividende n'est prévue concernant l'exercice 2024.

## 5.26. Note 26 – Dettes financières

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	500	-
Dettes de loyers	5 909	6 442
Emprunts et dettes financières divers	5	0
<b>Dettes financières non courantes (long terme)</b>	<b>6 414</b>	<b>6 442</b>
Dettes de loyers	2 319	1 901
<b>Dettes financières courantes (court terme)</b>	<b>2 319</b>	<b>1 901</b>
<b>Total des dettes financières</b>	<b>8 733</b>	<b>8 343</b>

### Variation des passifs issus des activités de financement

en milliers d'euros	31/12/2023	Flux de trésorerie			Variations non-monétaires					31/12/2024
		Encaiss <sup>t</sup> liés aux nvx emprunts	Rembour <sup>t</sup> de dettes fin.	Variations	Effet de change	Nvx contrats IFRS 16	Sorties contrats IFRS 16	Var. périmètre	Reclass.	
<b>Passifs non courants</b>										
Dettes envers les établissements de crédit								500		500
Dettes de loyers	6 442				(85)	1 686		(0)	(2 133)	5 909
Emprunts et dettes financières divers	(0)	-		5						5
<b>Dettes financières non courantes (long terme)</b>	<b>6 441</b>	-	-	<b>5</b>	<b>(85)</b>	<b>1 686</b>	-	<b>500</b>	<b>(2 133)</b>	<b>6 414</b>
<b>Passifs courants</b>										
Dettes de loyers	1 901		(2 666)		(11)	962		0	2 133	2 319
<b>Dettes financières courantes (court terme)</b>	<b>1 901</b>	-	<b>(2 666)</b>	-	<b>(11)</b>	<b>962</b>	-	<b>0</b>	<b>2 133</b>	<b>2 319</b>
<b>Dettes financières</b>	<b>8 343</b>	-	<b>(2 666)</b>	<b>5</b>	<b>(96)</b>	<b>2 647</b>	-	<b>500</b>	-	<b>8 733</b>

## 5.27. Note 27 – Résultat par action

### Résultat de base par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, diminué le cas échéant des actions propres. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est une moyenne annuelle calculée en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions au cours de la période.

En euros	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du Groupe (en euros)	(9 234 541)	(32 483 423)
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	30 703 409	30 588 159
<b>Résultat net de base par action des activités poursuivies (en euros)</b>	<b>-0,30 €</b>	<b>-1,06 €</b>

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action tient compte des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Compte tenu du résultat négatif en 2024, il n’a pas été tenu compte des instruments potentiellement dilutifs existants dans le calcul du résultat dilué par action.

En euros	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du Groupe utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	(9 234 541)	(32 483 423)
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat net dilué par action	30 703 409	30 588 159
Résultat net dilué par action (en euros)	-0,30 €	-1,06 €

5.28. Note 28 – Intérêts ne conférant pas le contrôle

Au 31 décembre 2024, le Groupe détient :

- une participation majoritaire à hauteur de 95,15% dans la société Pix4D S.A., intégrée globalement ;
- une participation majoritaire à hauteur de 50,10% dans la société Outflier, sur une base diluée, intégrée globalement à partir de novembre 2024.

Les intérêts non détenus par le Groupe représentent 2 798 k€ au 31 décembre 2024.

5.29. Note 29 – Provisions pour retraites et engagements assimilés

Introduction

Les avantages du personnel sont principalement constitués des engagements de retraite concernant les sociétés Parrot Drones, Parrot S.A., et Pix4D S.A..

Le Groupe est soumis à des régimes de retraite à prestations définies pour les indemnités de fin de carrière versées aux salariés. Ces régimes ne font l’objet d’aucun financement par le Groupe.

Conformément à la position de l'IFRIC, validée par l'IASB fin mai 2021, pour les régimes post-emploi, avec condition de présence et dépendant de l'ancienneté, les services rendus ne sont désormais reconnus que sur les dernières années de carrière qui octroient des droits aux salariés au moment de son départ.

En 2024, les hypothèses d'âge et modes de départs à la retraite ont été mis à jour conformément à la loi 2023-270 du 14 avril 2023 portant sur la réforme des retraites, sans que cela n'ait d'impact significatif pour le Groupe.

## 5.29.1. Provisions

## Information financière

Les avantages complémentaires relatifs aux salariés sont principalement constitués des provisions pour indemnités de départ à la retraite (PIDR). Au 31 décembre 2024, la provision se compose principalement de :

- 380 k€ de PIDR chez Parrot Drones S.A.S en France. Le montant de la charge comptabilisée en 2024 est de 65 k€ ;
- 134 k€ de PIDR chez Parrot S.A en France. Le montant de la charge comptabilisée en 2024 est de 25 k€ ;
- 1 887 k€ de PIDR chez Pix4D S.A en Suisse. Le montant de la charge comptabilisée en 2024 est de 424 k€.

en milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclass.	Reclass. écarts actuariels	Écarts de conv.	31/12/2024
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	2 339	106	(360)	-	344	(27)	2 401
<b>Total des provisions pour retraites et engagements assimilés</b>	<b>2 339</b>	<b>106</b>	<b>(360)</b>	<b>-</b>	<b>344</b>	<b>(27)</b>	<b>2 401</b>
(Charge) / Produit de l'exercice					2024	2023	
Coût net des services					(480)	(666)	
Intérêt net sur passif / actif					(34)	(39)	
Modification de régime au cours de l'exercice					-	2	
Effets de Réduction / Liquidation					-	183	
<b>(Charge) / Produit de l'exercice</b>					<b>(514)</b>	<b>(520)</b>	
Évolution de la dette actuarielle sur l'exercice					2024	2023	
Dette actuarielle (DBO) au début de la période					(2 339)	(1 861)	
Coût net des services					(480)	(666)	
Intérêt net sur passif / actif					(34)	(39)	
Modification de régime					-	2	
Effets de Réduction / Liquidation					-	183	
Gains / (pertes) d'expérience générés sur la période					184	(18)	
Gains / (pertes) liés aux changements d'hypothèses démographiques					27	(167)	
Gains / (pertes) liés aux changements d'hypothèses financières					(809)	(804)	
Rendement de l'actif					255	190	
Prestations payées					768	941	
Écarts de conversion					27	(101)	
<b>Dette actuarielle (DBO) à la fin de la période</b>					<b>(2 401)</b>	<b>(2 339)</b>	

Principales hypothèses %	2024		2023	
Entités	PSA et PDRO <sup>(1)</sup>	Pix4D SA	PSA et PDRO <sup>(1)</sup>	Pix4D SA
Taux d'actualisation	3,52%	0,95%	3,30%	1,60%
Taux d'inflation	1,80%	1,00%	1,80%	1,00%
Taux de progression des salaires	3,60%	1,50%	3,40%	1,50%

<sup>(1)</sup> Respectivement, entités Parrot S.A. et Parrot Drones S.A.S.

## 5.30. Note 30 – Autres provisions non courantes

en milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclass.	Écarts de conv.	31/12/2024
Provisions pour garanties non courantes	-	-	-	-	-	-
Autres prov. pour risques et charges	126	120	(126)	-	(0)	120
<b>Total des provisions non courantes</b>	<b>126</b>	<b>120</b>	<b>(126)</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	<b>120</b>

Les provisions non courantes correspondent, à la clôture 2024, à des litiges divers.

### 5.31. Note 31 - Provisions courantes

#### Variation des provisions courantes au cours de l'exercice

en milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclass.	Écarts de conv.	31/12/2024
Provisions pour garanties données aux clients	459	5	(75)	40	(0)	428
Autres provisions pour risques et charges	2 554	250	(2 120)	-	57	741
<b>Total des provisions courantes</b>	<b>3 013</b>	<b>255</b>	<b>(2 195)</b>	<b>40</b>	<b>57</b>	<b>1 170</b>

Les provisions courantes sont principalement composées de :

- provisions pour garantie pour 0,4 M€ en 2024 (contre 0,5 M€ en 2023) ;
- provisions pour engagements fournisseurs pour 0,6 M€ en 2024 contre 1,7 M€ en 2023. Pour rappel cette provision correspond au risque de paiement d'indemnités engagements fournisseurs suite à des modifications de plan de production entre 2022 et 2023. Cette provision a été en partie reprise en raison de paiements et négociations de régularisation ;
- autres provisions : 0,1 M€ en 2024 contre 0,2 M€ en 2023 ;
- provisions pour restructurations : néant en 2024 contre 0,7 M€ en 2023. Pour rappel, cette provision correspondait aux indemnités de départ restantes à payer sur le premier trimestre 2024 suite à la mise en œuvre d'une rupture conventionnelle collective en 2023 au sein des entités françaises de Parrot.

### 5.32. Note 32 – Dettes fournisseurs, dette d'impôt courant, autres dettes courantes et non courantes

#### Dettes fournisseurs, dette d'impôt courant et autres dettes courantes

Le poste fournisseurs s'élève à 7,5 M€ au 31 décembre 2024 contre 5,3 M€ au 31 décembre 2023. Cette augmentation est principalement liée au déploiement de la production industrielle de la nouvelle génération d'ANAFI.

La CVAE, qui s'élève à 41 k€ en 2024 (contre 17 k€ en 2023) est classée en dette d'impôt courant.

Les dettes fiscales et sociales en 2024 correspondent essentiellement aux provisions pour congés payés, provisions pour bonus et aux dettes de TVA.

Les autres dettes courantes s'élèvent à 3,4 M€ (contre 3,3 M€ en 2023) sont principalement composées de produits constatés d'avance et de dettes provisionnées pour participation des salariés.

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Fournisseurs</b>	<b>7 523</b>	<b>5 276</b>
<b>Dette d'impôt courant</b>	<b>171</b>	<b>146</b>
Avoirs à émettre	32	30
Dettes fiscales et sociales	6 801	6 166
Dettes de put	(0)	(0)
Avances et acomptes reçus	653	734
Autres dettes courantes	3 387	3 258
<b>Autres dettes courantes</b>	<b>10 873</b>	<b>10 187</b>

#### Autres dettes non courantes

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dettes de put	2 173	2 638
Autres dettes	2 500	5
<b>Autres dettes non courantes</b>	<b>4 673</b>	<b>2 643</b>

  

en milliers d'euros	31/12/2023	Variations par capitaux propres	Variations par P&L	Écarts de conv.	Reclass.	31/12/2024
Option de vente Pix4D	2 638	(418)	-	(48)	-	2 173
<b>Total</b>	<b>2 638</b>	<b>(418)</b>	<b>-</b>	<b>(48)</b>	<b>-</b>	<b>2 173</b>

Les obligations de Parrot relatives au rachat des titres Pix4D sont enregistrées en dettes sur acquisitions d'intérêts minoritaires, classées en dettes non courantes pour 2,2 M€ compte tenu de la date d'exercice à plus d'un an. Ces options d'achats sont évaluées à la juste valeur en fonction de la performance opérationnelle, soit à la valeur actualisée du prix d'exercice estimé, sur la base des niveaux de marge et de chiffre d'affaires. Le taux d'actualisation reflète le coût marginal d'endettement de Parrot.

### 5.33. Note 33 – Instruments financiers

#### Catégorisation et juste valeur (JV) des actifs et passifs financiers

Au 31 décembre 2024 en milliers d'euros	Juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Autres créances rattachées à des participations et dépôts de garantie	-	-	953	953	-
Autres immobilisations financières	-	5 711	-	5 711	5 711
Clients	-	-	4 906	4 906	-
Autres créances courantes	-	-	10 077	10 077	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 604	-	-	33 604	33 604
<b>Total actifs financiers</b>	<b>33 604</b>	<b>5 711</b>	<b>15 935</b>	<b>55 251</b>	<b>39 315</b>
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	500	500	-
Autres dettes financières non courantes	-	-	5	5	-
Dettes sur acquisitions d'intérêts minoritaires	-	2 173	-	2 173	-
Dettes fournisseurs	-	-	7 523	7 523	-
Autres dettes courantes	-	-	10 873	10 873	-
<b>Total passifs financiers</b>	<b>-</b>	<b>2 173</b>	<b>18 901</b>	<b>21 074</b>	<b>-</b>
Au 31 décembre 2023 en milliers d'euros	Juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Autres créances rattachées à des participations et dépôts de garantie	-	-	935	935	-
Autres immobilisations financières	-	5 708	-	5 708	5 708
Clients	-	-	5 727	5 727	-
Autres créances courantes	-	-	6 058	6 058	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 063	-	-	28 063	28 063
<b>Total actifs financiers</b>	<b>28 063</b>	<b>5 708</b>	<b>12 720</b>	<b>46 491</b>	<b>33 771</b>
Dettes financières non courantes	-	-	0	0	-
Dettes sur acquisitions d'intérêts minoritaires	-	2 638	-	2 638	-
Dettes fournisseurs	-	-	5 276	5 276	-
Autres dettes courantes	-	-	10 187	10 187	-
<b>Total passifs financiers</b>	<b>-</b>	<b>2 638</b>	<b>15 464</b>	<b>18 102</b>	<b>-</b>

#### Hiérarchie de juste valeur

Les critères utilisés pour classer les instruments financiers dans chaque niveau de juste valeur sont des critères objectifs basés sur la définition des niveaux de juste valeur selon la norme IFRS 7.

Les classes d'actifs et de passifs valorisées à la juste valeur après leur première comptabilisation sont les suivantes :

- Actifs/passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat et par les autres éléments du résultat global ;
- Actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;
- Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie.

La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

- Des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (Niveau 1) ;
- Des données d'entrée autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) (Niveau 2) ;



- Des données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données d'entrée non observables) (Niveau 3).

Nous n'avons pas effectué de transfert entre les différents niveaux, entre les années 2023 et 2024.

Au 31 décembre 2024 en milliers d'euros	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur, dont :</b>				
Actifs financiers	5 711	-	-	5 711
Créances de loyers non courantes	-	-	-	-
Créances de loyers courantes	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 604	33 604	-	-
<b>Total Actif</b>	<b>39 315</b>	<b>33 604</b>	-	<b>5 711</b>
Dettes envers les établissements de crédit	500	500	-	-
Autres dettes financières non courantes	5	-	-	5
<b>Total Passif</b>	<b>505</b>	<b>500</b>	-	<b>5</b>
<b>Au 31 décembre 2023 en milliers d'euros</b>	<b>Total</b>	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur, dont :</b>				
Actifs financiers	5 708	-	-	5 708
Créances de loyers non courantes	-	-	-	-
Créances de loyers courantes	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 063	28 063	-	-
<b>Total Actif</b>	<b>33 771</b>	<b>28 063</b>	-	<b>5 708</b>
<b>Total Passif</b>	-	-	-	-

### Échéancier des dettes financières

Les dettes financières sont détaillées en Note 26 – Dettes financières.

### Analyse des créances clients et de leur antériorité

Au 31 décembre 2024	Non échues	Créances clients pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée				Total
en milliers d'euros		0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	>1 an	
<b>Créances clients</b>	<b>3 681</b>	<b>691</b>	<b>115</b>	<b>20</b>	<b>42</b>	<b>4 549</b>
<i>Dont couverture COFACE</i>	<i>1 680</i>	<i>17</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(39)</i>	<i>1 658</i>
<i>Créances client non couvertes</i>	<i>2 001</i>	<i>674</i>	<i>115</i>	<i>20</i>	<i>81</i>	<i>2 890</i>
Provisions clients et comptes rattachés	-	-	-	-	(45)	(45)
Factures à établir	402	-	-	-	-	402
<b>Total créances clients</b>	<b>4 083</b>	<b>691</b>	<b>115</b>	<b>20</b>	<b>(3)</b>	<b>4 906</b>

La méthode d'évaluation des provisions clients reste inchangée.

Au 31 décembre 2023	Non échues	Créances clients pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée				Total
en milliers d'euros		0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	>1 an	
<b>Créances clients</b>	<b>4 656</b>	<b>337</b>	<b>44</b>	<b>104</b>	<b>628</b>	<b>5 769</b>
<i>Dont couverture COFACE</i>	<i>432</i>	<i>202</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(69)</i>	<i>566</i>
<i>Créances client non couvertes</i>	<i>4 223</i>	<i>136</i>	<i>44</i>	<i>104</i>	<i>697</i>	<i>5 204</i>
Provisions clients et comptes rattachés	-	-	-	-	(136)	(136)
Factures à établir	94	-	-	-	-	94
<b>Total créances clients</b>	<b>4 750</b>	<b>337</b>	<b>44</b>	<b>104</b>	<b>492</b>	<b>5 727</b>

Les créances pour lesquelles la date d'échéance est dépassée concernent un nombre limité de clients qui font l'objet d'analyses et de suivis précis. Le cas échéant, des provisions pour dépréciations ont été constatées pour un montant total de 45 k€, soit une baisse de 91 k€ comparé à l'année 2023.

La politique du Groupe en matière des créances clients consiste en la gestion des couvertures du contrat COFACE existant et la surveillance régulières des créances clients.

## Instruments de couverture

Néant.

## 5.34. Note 34 – Risques financiers

### 5.34.1. Risque de change

Le Groupe est exposé à deux types de risques de change, pouvant impacter le résultat et les capitaux propres : d'une part, des risques liés à la conversion, pour les besoins de l'élaboration des comptes consolidés, des comptes en devises des filiales consolidées ayant une devise fonctionnelle différente de l'euro et d'autre part, des risques opérationnels sur les flux d'exploitation ou de nature financière non libellés en devises de fonctionnement des entités. En 2024 :

- 34% du chiffre d'affaires du Groupe,
- 84% du coût des ventes, et
- 7% des dépenses opérationnelles

sont libellés en USD ou devises rattachées à ce dernier, le Groupe est exposé aux fluctuations de cette devise par rapport à l'euro. Le Groupe n'a pas couvert son exposition nette à la variation de l'US dollar.

Afin de limiter l'impact de la variation de l'US dollar sur sa rentabilité, le Groupe développe les ventes libellées dans cette devise. À fin décembre 2024, 42% de la trésorerie et des autres actifs financiers courants du Groupe est en USD ou devises rattachées.

### Exposition au risque de change

en milliers de devises au 31 décembre 2024	USD	HKD	GBP	CNY	JPY	EUR	AUD	KRW	CHF
Créances commerciales	14 501	-	-	-	222 380	444	526	-	421
Dettes fournisseurs	7 056	274	723	-	-	292	807	12 092	182
Autres créances rattachées à des participations	4 900	-	-	-	-	-	-	-	-
Compte courant	1 074	-	-	-	-	-	289	-	-
Instruments financiers dérivés	775	-	224	-	-	-	-	-	35
en milliers de devises au 31 décembre 2023	USD	HKD	GBP	CNY	JPY	EUR	AUD	KRW	CHF
Créances commerciales	11 955	-	-	2 386	157 046	690	-	-	-
Dettes fournisseurs	6 603	-	560	504	1 138	569	704	173 445	399
Autres créances rattachées à des participations	5 520	-	-	-	-	-	-	-	-
Compte courant	8 727	-	507	-	-	-	-	-	0
Instruments financiers dérivés	7 272	-	435	-	-	-	-	-	35

en milliers d'euros au 31 décembre 2024	Impact sur le compte de résultat	Impact en capitaux propres	Impact sur le compte de résultat	Impact en capitaux propres
	Appréciation de 10% des devises par rapport à l'euro		Appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises	
Créances commerciales	1 836	-	(1 502)	-
Dettes fournisseurs	964	-	(788)	-
Autres créances rattachées à des participations	-	524	-	(429)
Compte courant	-	134	-	(110)
en milliers d'euros au 31 décembre 2023	Impact sur le compte de résultat	Impact en capitaux propres	Impact sur le compte de résultat	Impact en capitaux propres
	Appréciation de 10% des devises par rapport à l'euro		Appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises	
Créances commerciales	1 424	-	(1 165)	-
Dettes fournisseurs	903	-	(629)	-
Autres créances rattachées à des participations	-	555	-	(454)
Compte courant	-	942	-	(771)

Le tableau de sensibilité au risque de change ci-dessus montre l'impact d'une appréciation ou d'une dépréciation de 10% de l'euro contre les autres devises sur les montants des créances clients, dettes fournisseurs et instruments financiers dérivés de couverture. Il précise également comment cet impact se traduirait dans les comptes.

#### 5.34.2. Risque de taux

La trésorerie peut être placée de façon ponctuelle sur des supports sans risque avec des taux sous-jacents majoritairement à trois mois maximum.

Durant l'exercice 2024, la trésorerie du Groupe est restée pleinement disponible.

Seule l'entité Outlier fait l'objet d'un endettement financier au cours de l'exercice passé pour un montant de 0,5 M€ (emprunt auprès de Bpifrance).

Par ailleurs, le Groupe dispose d'un niveau de trésorerie de 33,6 M€ au 31 décembre 2024.

#### 5.34.3. Risque sur les actions propres

Le Groupe ne détient plus d'actions en propre (cf. Note 25.3 - Actions propres). Selon les échéances des plans d'actions gratuites dont bénéficient certains salariés de l'entreprise, le Groupe procède de manière ponctuelle à une augmentation de capital pour disposer des volumes d'actions à distribuer.

#### 5.34.4. Risque de liquidité et contrepartie

La gestion du risque de liquidité est centralisée au niveau de la Direction financière. La gestion de la trésorerie globale au niveau du Groupe permet de compenser les excédents et les besoins de trésorerie internes.

La politique de financement de Parrot est d'assurer à tout moment la liquidité nécessaire au financement des actifs du Groupe, de ses besoins de Trésorerie court terme et de son développement tant en termes de durée que de montants, et ce au moindre coût.

### Actifs financiers au 31 décembre 2024

Le risque de contrepartie représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients.

La valeur nette comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe face au risque de crédit. Au 31 décembre 2024, l'exposition maximale au risque de crédit se présente donc ainsi :

- Clients : 4,9 M€
- Autres créances : 10,1 M€
- Trésorerie et équivalents de trésorerie : 33,6 M€

Depuis 2016, la politique du groupe Parrot consiste à diversifier la gestion du risque de contrepartie en répartissant les placements dans des établissements bancaires de premier rang et sur différentes maturités, et en assurant un suivi régulier.

Face au risque de contrepartie des créances clients, il est comptabilisé une provision pour créances douteuses, qui peut correspondre à la totalité ou à une quote-part du montant, déterminée en fonction de la probabilité de recouvrement de la créance.

Pour se prémunir du risque de crédit et donc couvrir son risque de non-paiement, le Groupe a mis en place des procédures de recouvrement et de blocage de comptes clients.

Une police Coface garantit le non-recouvrement des créances de certains clients français et étrangers de la Société localisés au sein des zones "1" et "2" (couvrant respectivement les pays de l'OCDE et le reste du monde selon les critères déterminés par la COFACE) au titre des ventes des produits de la Société, ainsi que les ventes effectuées par les filiales Parrot Drones, Parrot Inc. et Parrot Asia Pacific Ltd. Le montant de la garantie s'élève à 90% de la créance nette garantie hors TVA.

### Passifs financiers au 31 décembre 2024

La capacité du Groupe à assurer le service de sa dette dépend de la performance de ses activités opérationnelles et de sa capacité à générer de la trésorerie par ses activités. L'échéance des passifs financiers se présente ainsi :

Au 31 décembre 2024 en milliers d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuel	< 1 an	1-2 ans	2-5 ans	> 5 ans
<b>Passifs financiers</b>						
Dettes financières non courantes	505	-	-	205	300	-
Dettes de loyers non courantes	5 909	-	-	1 975	2 474	1 461
Dettes fournisseurs	7 523	-	7 523	-	-	-
Dettes de loyers courantes	2 319	-	2 319	-	-	-
Autres dettes	15 546	-	10 873	4 673	-	-
<b>Total Passifs financiers</b>	<b>31 802</b>	<b>-</b>	<b>20 715</b>	<b>6 853</b>	<b>2 774</b>	<b>1 461</b>
<b>Passifs financiers dérivés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Au 31 décembre 2023 en milliers d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuel	< 1 an	1-2 ans	2-5 ans	> 5 ans
<b>Passifs financiers</b>						
Dettes financières non courantes	-	-	-	-	-	-
Dettes de loyers non courantes	6 440	-	-	1 550	2 751	2 139
Dettes fournisseurs	5 276	-	5 276	-	-	-
Dettes de loyers courantes	1 901	-	1 901	-	-	-
Autres dettes	12 830	-	12 830	-	-	-
<b>Total Passifs financiers</b>	<b>26 448</b>	<b>-</b>	<b>20 007</b>	<b>1 550</b>	<b>2 751</b>	<b>2 139</b>
<b>Passifs financiers dérivés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 5.34.5. Risques financiers liés aux conditions macroéconomiques

La situation générale a été bien maîtrisée en 2024. Dans un environnement incertain, cela ne présage pas des tendances futures.

#### Impacts liés à l'inflation

L'environnement inflationniste n'a pas pesé de manière significative sur les comptes du Groupe. Les impacts se sont concentrés sur :

- la masse salariale du Groupe (pour rappel, la masse salariale a été alignée sur les effets de l'inflation au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2023), et
- les taux d'intérêts bancaires, impactant (i) les variations de périmètre selon les conditions stipulées par la norme IFRS 16 (voir Note 15 – Droits d'utilisation : impacts IFRS 16) et (ii) les provisions pour engagements retraites du Groupe (voir Note 30 – Provisions pour retraites et engagements assimilés).

Concernant les autres coûts, dont ceux liés à la production, le Groupe n'a enregistré aucun impact notable.

Impacts directs liés au conflit armé en Ukraine

Depuis le 24 février 2022, un conflit armé oppose l'Ukraine à la Russie.

Au cours de l'exercice 2024, le Groupe n'a identifié aucun effet direct négatif du conflit armé sur sa performance financière.

Pour rappel, il en était de même au cours de l'exercice 2023.

Il convient enfin de noter que :

- le Groupe ne commercialise pas ses produits en Russie ;
- le conflit armé n'a pas eu d'impact identifié sur le coût de revient des produits commercialisés par le Groupe ;
- aucune augmentation des cyberattaques envers le Groupe n'a été constatée depuis le début du conflit.

5.35. Note 35 - Impacts financiers des risques environnementaux

Le Groupe Parrot n'a pas identifié d'effets présents ou futurs des changements climatiques sur sa performance financière ou ses activités. Notamment, le Groupe ne possède aucune activité industrielle en propre et n'est pas soumis au Règlement pour sécuriser la fabrication et l'utilisation des substances chimiques dans l'industrie européenne (REACH), ni à aucune réglementation majeure en lien avec les risques climatiques.

En ce sens, le Groupe Parrot n'a pas mis en œuvre de plan d'action détaillé ou d'engagement précis relatifs aux effets présents ou futurs des changements climatiques sur sa performance financière dans la mesure où ces enjeux restent limités au regard de l'activité du Groupe et de son organisation.

Les assurances couvrent (dans les limites des polices concernées et sous réserve des franchises et exclusions) Parrot pour les dommages causés à ses locaux et à ses principaux stocks par des événements climatiques (tempête, ouragan, cyclone, grêle, inondation, « catastrophes naturelles » au sens de la législation française pour les risques situés en France). Les assurances ne couvrent pas Parrot pour les conséquences financières subies par Parrot du fait de dommages causés par des événements climatiques à ses sous-traitants (en particulier ceux en charge de la fabrication, dits EMS) et fournisseurs.

5.36. Note 36 - Informations complémentaires au tableau des flux de trésorerie

5.36.1. Acquisition de filiales

La prise de contrôle d'Outlier a été réalisée par voie d'augmentation de capital intégralement souscrite par le Groupe. Celle-ci s'élève à 4 003 k€.

La trésorerie à date d'acquisition s'élevait à 1 367 k€.

5.36.2. Cessions de filiales

Les plus ou moins-value de cession pour 178 k€ sont calculées en retranchant des prix de cessions convenus avec l'acquéreur les valeurs vénales des titres dont les impacts sont précisés dans le tableau ci-dessous.

en milliers d'euros	Fluktor	Parrot Shenzhen	Pix4D Chine	Outlier	Total
Prix de cession	10	-	-	-	10
Dont trésorerie cédée	-	-	-	-	-
Impact de déconsolidation	(318)	(160)	(382)	1 028	168
Plus/moins-value de cession	(308)	(160)	(382)	1 028	178

5.36.3. Variation du besoin en fonds de roulement

Le tableau ci-dessous détaille les variations du BFR présenté dans le TFT au 31 décembre 2024. Les postes significatifs sont ensuite réconciliés individuellement dans les notes/tableaux de passages ci-après.

Le détail de la variation du besoin en fonds de roulement, issu du tableau des flux de trésorerie, est présenté ci-dessous :

en milliers d'euros	31/12/2024
Variation du besoin en fonds de roulement	12 107
Incidence de la var. des stocks et en cours (A)	9 108
Incidence de la var. des clients & créances diverses (B)	(3 672)

Incidence de la var. des fournisseurs & autres dettes (C)	3 299
Incidence de la var. des créances et dettes fiscales	3 372

(A) La variation des stocks et en-cours est en lecture directe (cf. "Note 20 – Stocks").

(B) La variation des clients et autres débiteurs est présentée ci-dessous.

(C) La variation des fournisseurs et autres créditeurs est présentée ci-dessous (cf. "Note 32 - Dettes fournisseurs, dette d'impôt courant, autres dettes courantes et non courantes" pour les éléments hors BFR).

en milliers d'euros	31/12/2023	Variation	31/12/2024
Clients	5 863	(912)	4 951
Dépréciation des clients	(136)	91	(45)
<b>Total créances clients (E)</b>	<b>5 727</b>	<b>(821)</b>	<b>4 906</b>
en milliers d'euros	31/12/2023	Variation	31/12/2024
Créances de TVA	982	256	1 238
Charges constatées d'avance	1 163	349	1 512
Débiteurs divers	2 073	4 561	6 634
Créances de loyers courantes	0	(0)	-
Avances et acomptes versés	1 663	(1 154)	508
Créances sociales	177	7	184
<b>Total créances diverses</b>	<b>6 058</b>	<b>4 018</b>	<b>10 077</b>
Total créances diverses hors créances de loyers courantes (F)	6 058	4 018	10 077
en milliers d'euros	31/12/2023	Variation	31/12/2024
Autres créances non courantes	7	(6)	1
<b>Total autres actifs non courants (G)</b>	<b>7</b>	<b>(6)</b>	<b>1</b>

La réconciliation du BFR sur les postes clients et autres débiteurs est présentée ci-dessous.

en milliers d'euros	Variation
Incidence de la var. des clients & autres débiteurs issue du TFT	(3 672)
Total créances clients	(821)
Total créances diverses hors créances de loyers courantes	4 018
Total autres créances - non courantes	(6)
<b>Réconciliation du BFR (B + E + F + G)</b>	<b>(481)</b>

L'écart de (481) k€ entre la variation des clients et autres débiteurs et la variation du BFR s'explique principalement par :

- aux écarts de conversion pour +344 k€ ;
- aux variations de périmètre pour (799) k€ ;
- aux autres éléments pour +25 k€.

en milliers d'euros	31/12/2023	Variation	31/12/2024
Fournisseurs	5 276	2 247	7 523
<b>Total fournisseurs (H)</b>	<b>5 276</b>	<b>2 247</b>	<b>7 523</b>
en milliers d'euros	31/12/2023	Variation	31/12/2024
Avoirs à émettre	30	2	32
Dettes fiscales et sociales	6 166	636	6 801
Avances et acomptes reçus sur commandes	734	(81)	653
Autres dettes	3 258	129	3 387
<b>Total autres dettes courantes (I)</b>	<b>10 187</b>	<b>686</b>	<b>10 873</b>
en milliers d'euros	31/12/2023	Variation	31/12/2024
Autres dettes - non courant	5	2 495	2 500
<b>Total autres dettes non courantes (J)</b>	<b>5</b>	<b>2 495</b>	<b>2 500</b>

La réconciliation du BFR sur les postes fournisseurs et autres créditeurs est présentée ci-dessous :

en milliers d'euros	Variation
Incidence de la var. des fournisseurs & autres créditeurs	3 299
Total fournisseurs	2 247
Total autres dettes	686
Total autres dettes - non courant	2 495
<b>Réconciliation du BFR (C - H - I - J)</b>	<b>(2 129)</b>

L'écart de (2 129) k€ entre la variation des fournisseurs et autres créditeurs et la variation du BFR s'explique à hauteur de (2 500) k€ de financement en compte courant reclassé en flux de financement, pour +782 k€ par la reprise de la charge IFRS 2 de Pix4D, compensée par les écarts de conversion pour (300) k€ et par la variation de périmètre pour (110) k€.

### 5.37. Note 37 – Rémunération des dirigeants

#### Montant global des rémunérations versées aux membres du comité de direction

en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Rémunérations fixes	1 647	1 454
Rémunérations variables	259	342
<b>Avantages à court terme</b>	<b>1 906</b>	<b>1 796</b>
Avantages à long terme	-	-
Palements en actions	95	181
<b>Total</b>	<b>2 001</b>	<b>1 977</b>

En 2024, le comité de direction est composé des 7 membres suivants : Président-directeur général, Directeur Administratif et Financier, Directeur des Ressources Humaines, Directeur des Systèmes d'Information, Directeur Juridique, Directeur Marketing et commercial, Directeur achats et Production.

### 5.38. Note 38 – Parties liées

Le Groupe identifie les parties qui lui sont liées conformément aux dispositions de l'article 9 de la norme IAS 24.

#### Entreprises associées

Il s'agit des entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Les transactions effectuées avec ces entreprises associées au cours de l'exercice 2024 ont été réalisées à des prix de marché et leur volume n'est pas significatif. Cf. "Note 17 - Entreprises mises en équivalence".

#### Autres parties liées

Le principal actionnaire de Parrot est la société Horizon S.A.S. qui est détenue et présidée par Henri Seydoux (Président-directeur général de Parrot).

Pour les filiales de Parrot S.A., les transactions effectuées sont totalement éliminées en consolidation, toutes ses filiales étant consolidées par intégration globale. Ces transactions sont réalisées à des prix de marché.

Les rémunérations accordées aux principaux dirigeants sont détaillées en "Note 37 - Rémunération des dirigeants".

### 5.39. Note 39 – Engagements donnés ou reçus

#### Engagements donnés

Le montant des commandes fermes au 31 décembre 2024 passées auprès de nos principaux fournisseurs s'élève à 10,4 M€.

Une lettre d'intention émise par Parrot Drones S.A. confirme le soutien financier à Parrot Drones S.A.S. afin d'assurer la continuité d'exploitation et lui permettre d'honorer ses dettes.

Une garantie de \$2m (soit 1,8 M€) a été signée en date du 29 janvier 2021, avec effet rétroactif au 5 mars 2020. Cette garantie a été octroyée à la société OnCore, en charge de la fabrication de l'ANAFI USA pour Parrot Drones aux États-Unis, et s'appliquera sur la durée de production de l'ANAFI USA.



## 5.40. Note 40 – Honoraires des Commissaires aux comptes

### Honoraires au titre de l'exercice 2024

en milliers d'euros	Grant Thornton		BM&A		Autre
	Grant Thornton	Membre du réseau Grant Thornton	BM&A	Membre du réseau BM&A	
<b>Honoraires de certification des comptes individuels et consolidés</b>					
Émetteur	84		90		
Filiales intégrées globalement	-	58	59		38
<b>Sous-total</b>	<b>84</b>	<b>58</b>	<b>149</b>	<b>-</b>	<b>38</b>
<b>Honoraires des services autres que la certification</b>					
Émetteur	-	-	-		
Filiales intégrées globalement	-	-	-		
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total honoraires des Commissaires aux comptes</b>	<b>84</b>	<b>58</b>	<b>149</b>	<b>-</b>	<b>38</b>

### Honoraires au titre de l'exercice 2023

en milliers d'euros	EY		BM&A		Autre
	EY	Membre du réseau EY	BM&A	Membre du réseau BM&A	
<b>Honoraires de certification des comptes individuels et consolidés</b>					
Émetteur	83		73		
Filiales intégrées globalement	28	84	28		37
<b>Sous-total</b>	<b>111</b>	<b>84</b>	<b>101</b>	<b>-</b>	<b>37</b>
<b>Honoraires des services autres que la certification</b>					
Émetteur	35		38		
Filiales intégrées globalement	8				
<b>Sous-total</b>	<b>43</b>	<b>-</b>	<b>38</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total honoraires des Commissaires aux comptes</b>	<b>154</b>	<b>84</b>	<b>139</b>	<b>-</b>	<b>37</b>

## 5.41. Note 41 – Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.